

# Premier trimestre de 2021



## Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2021

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net  
3,8 milliards  
de dollars  
Hausse de 10 %  
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué  
par action  
2,66 \$  
Hausse de 11 %  
d'un exercice à l'autre

DPPC <sup>(1)</sup>  
110 millions  
de dollars  
Ratio de la DPPC liée aux  
prêts en baisse de 16 p.b. <sup>(2)</sup>  
d'un trimestre à l'autre

RCP <sup>(3)</sup>  
18,6 %  
Hausse de 100 p.b.  
d'un exercice à l'autre

Ratio CET1  
12,5 %  
Nettement supérieur  
au seuil réglementaire

**TORONTO, le 24 février 2021** – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3 847 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, soit une hausse de 338 millions, ou 10 %, sur un an, le bénéfice dilué par action ayant enregistré une forte croissance de 11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats dans l'ensemble de nos secteurs ont profité de la forte croissance des volumes, de l'intensification des activités des clients et de l'optimisme des marchés, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par l'incidence de la faiblesse des taux d'intérêt et la hausse des charges attribuable principalement à la rémunération variable et la rémunération à base d'actions proportionnelles aux solides résultats. Le bénéfice record du secteur Marchés des Capitaux ainsi que la croissance positive du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances, ont été neutralisés en partie par les faibles résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Les résultats du trimestre considéré reflètent également une diminution des dotations à la provision pour pertes de crédit, le ratio total de la dotation à la provision pour pertes de crédit liées aux prêts s'étant établi à 7 p.b., principalement en raison de la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs. La baisse des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à cette diminution. Nos réserves demeurent prudentes et reflètent les incertitudes liées à la pandémie de COVID-19, comme en atteste notre ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit de 85 p.b.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a grimpé de 601 millions de dollars grâce à l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services aux investisseurs et de trésorerie. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les faibles résultats du secteur Assurances.

Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 12,5 %, lequel a favorisé la forte croissance des volumes et le versement d'un dividende de 1,5 milliard de dollars sur les actions ordinaires. De plus, notre ratio de liquidité à court terme moyen a été robuste, atteignant 141 %.

« Malgré l'environnement macroéconomique incertain attribuable à la pandémie de COVID-19, nous amorçons l'exercice 2021 dans une solide position, et ce, dans tous nos secteurs. Cela atteste de la résilience de notre modèle d'affaires diversifié, de notre approche prudente en matière de gestion des risques, de nos importants investissements dans la technologie et du dévouement de nos collègues envers nos clients et nos collectivités. Alors que la relance économique s'amorce à l'échelle mondiale, notre envergure, notre position de capital et de liquidité robuste et nos capacités technologiques sont autant d'atouts qui nous permettent de continuer à investir prudemment dans la croissance à long terme et à créer de la valeur durable pour nos clients, nos actionnaires et nos collectivités. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

### T1 2021 par rapport au T1 2020

- Bénéfice net de 3 847 millions de dollars ↑ 10 %
- Bénéfice dilué par action de 2,66 \$ ↑ 11 %
- RCP <sup>(3)</sup> de 18,6 % ↑ 100 p.b.
- Ratio CET1 de 12,5 % ↑ 50 p.b.

### T1 2021 par rapport au T4 2020

- Bénéfice net de 3 847 millions de dollars ↑ 19 %
- Bénéfice dilué par action de 2,66 \$ ↑ 19 %
- RCP <sup>(3)</sup> de 18,6 % ↑ 260 p.b.
- Ratio CET1 de 12,5 % → 0 p.b.

(1) DPPC : Dotation à la provision pour pertes de crédit.

(2) p.b. : Points de base.

(3) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021.

## Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	13	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	49	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	15	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	55	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	17	Gestion de patrimoine	55	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	19	Assurances	55	Changements de méthodes comptables et des informations à fournir
3	À propos de la Banque Royale du Canada	20	Services aux investisseurs et de trésorerie	55	Contrôles et procédures
4	Faits saillants financiers et autres	21	Marchés des Capitaux	55	Transactions entre parties liées
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	22	Services de soutien généraux	56	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
7	Incidence de la pandémie de COVID-19	23	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	57	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
9	Rendement financier	25	Situation financière	62	Notes annexes (non audité)
9	Vue d'ensemble	25	Bilans résumés	83	Renseignements à l'intention des actionnaires
13	Résultats des secteurs d'exploitation	26	Arrangements hors bilan		
13	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	26	Gestion du risque		
		26	Risque de crédit		
		35	Risque de marché		
		39	Risque de liquidité et de financement		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2021 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2020. Le présent rapport de gestion, daté du 23 février 2021, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2020. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2020, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit et notre risque de liquidité et de financement, et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers, ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, et englobent les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique, les technologies de l'information et les cyber-risques, le marché de l'immobilier canadien et l'endettement des ménages, l'incertitude géopolitique, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, la culture et la conduite, le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, les risques environnementaux et sociaux et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers ainsi que sur nos activités commerciales et sur nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2020, mises à jour aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021.

## Vue d'ensemble et perspectives

## À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 86 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 34 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les trimestres clos	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020	T1 2021 par rapport au T4 2020	T1 2021 par rapport au T1 2020
Total des revenus	12 943 \$	11 092 \$	12 836 \$	1 851 \$	107 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	110	427	419	(317)	(309)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 406	461	1 614	945	(208)
Frais autres que d'intérêt	6 542	6 058	6 378	484	164
Bénéfice avant impôt	4 885	4 146	4 425	739	460
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>3 246 \$</b>	<b>3 509 \$</b>	<b>601 \$</b>	<b>338 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 793 \$	1 502 \$	1 686 \$	291 \$	107 \$
Gestion de patrimoine	649	546	623	103	26
Assurances	201	254	181	(53)	20
Services aux investisseurs et de trésorerie	123	91	143	32	(20)
Marchés des Capitaux	1 067	840	882	227	185
Services de soutien généraux	14	13	(6)	1	20
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>3 246 \$</b>	<b>3 509 \$</b>	<b>601 \$</b>	<b>338 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	2,66 \$	2,23 \$	2,41 \$	0,43 \$	0,25 \$
– dilué	2,66	2,23	2,40	0,43	0,26
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18,6 %	16,0 %	17,6 %	260 p.b.	100 p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	80 750 \$	78 800 \$	77 850 \$	1 950 \$	2 900 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs), montant net	1,50 %	1,52 %	1,59 %	(2)p.b.	(9)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,07 %	0,23 %	0,26 %	(16)p.b.	(19)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,06)%	0,08 %	0,05 %	(14)p.b.	(11)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,13 %	0,15 %	0,21 %	(2)p.b.	(8)p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,41 %	0,47 %	0,45 %	(6)p.b.	(4)p.b.
Ratio de liquidité à court terme (3)	141 %	145 %	129 %	(400)p.b.	1 200 p.b.
Ratio de liquidité à long terme (4)	118 %	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier</b>					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	12,5 %	12,5 %	12,0 %	–	50 p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,8 %	13,5 %	13,1 %	30 p.b.	70 p.b.
Ratio du total des fonds propres	15,5 %	15,5 %	14,9 %	–	60 p.b.
Ratio de levier	4,8 %	4,8 %	4,2 %	–	60 p.b.
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements (5)</b>					
Total de l'actif	1 671 151 \$	1 624 548 \$	1 476 304 \$	46 603 \$	194 847 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	287 482	275 814	266 667	11 668	20 815
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	672 563	660 992	629 940	11 571	42 623
Actifs liés aux dérivés	110 917	113 488	93 982	(2 571)	16 935
Dépôts	1 054 597	1 011 885	902 284	42 712	152 313
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	82 934	80 719	78 256	2 215	4 678
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	557 519	546 242	523 725	11 277	33 794
Biens sous gestion	897 400	843 600	799 900	53 800	97 500
Biens administrés (6)	6 133 600	5 891 200	5 723 700	242 400	409 900
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 423 350	1 422 578	1 427 599	772	(4 249)
– moyenne diluée	1 425 280	1 426 466	1 433 060	(1 186)	(7 780)
– à la fin de la période	1 424 083	1 422 473	1 423 212	1 610	871
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,08 \$	1,08 \$	1,05 \$	– \$	0,03 \$
Rendement de l'action (7)	4,3 %	4,4 %	4,0 %	(10)p.b.	30 p.b.
Ratio de distribution	41 %	48 %	44 %	(700)p.b.	(300)p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	103,50 \$	93,16 \$	104,58 \$	10,34 \$	(1,08)\$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	147 393	132 518	148 840	14 875	(1 447)
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	84 030	83 842	82 491	188	1 539
Nombre de succursales	1 328	1 329	1 330	(1)	(2)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 523	4 557	4 619	(34)	(96)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (9)	0,779	0,756	0,760	0,023	0,019
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,782	0,751	0,756	0,031	0,026

- Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
  - Cette mesure pourrait ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elle pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
  - Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) révisée pour tenir compte des lignes directrices réglementaires publiées au cours de l'exercice 2020. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
  - Depuis le premier trimestre de 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme sur une base prospective. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
  - Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
  - Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15,3 milliards de dollars et de 4,1 milliards (15,6 milliards et 6,7 milliards au 31 octobre 2020; 15,4 milliards et 7,8 milliards au 31 janvier 2020).
  - Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
  - Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
  - Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 23 février 2021

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Une résurgence du nombre de cas de COVID-19 à la fin de 2020, de même que l'émergence de nouveaux variants du virus dans différentes régions, a conduit de nombreux pays à renforcer leurs mesures de confinement, freinant ainsi l'activité économique. Les perturbations de l'activité économique n'ont toutefois pas été aussi importantes qu'au printemps de 2020 et les progrès réalisés en ce qui a trait aux vaccins ont amélioré les perspectives au-delà de l'avenir très rapproché. Des mesures de soutien budgétaires et monétaires importantes demeurent en place pour soutenir l'économie à court terme jusqu'à ce que les taux de vaccination aient atteint un niveau suffisant pour permettre un assouplissement plus durable des mesures de confinement dans la deuxième moitié de l'année civile 2021. En dépit de l'évolution positive de la situation, il subsiste des incertitudes quant à l'offre et à la disponibilité des vaccins, ainsi qu'à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19, facteurs qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier et l'ampleur d'une reprise complète.

#### Canada

L'économie canadienne devrait avoir progressé de 7,5 %<sup>1</sup> au cours du dernier trimestre de l'année civile 2020, marquant une deuxième hausse de suite après la chute brutale du deuxième trimestre de l'année civile 2020, ce qui limiterait la contraction à 5,4 % pour l'année civile 2020. La nouvelle flambée des contaminations de COVID-19, y compris l'émergence de nouveaux variants du virus, et le renforcement des mesures de confinement pèsent de nouveau sur la croissance économique au début de 2021; cependant les effets devraient être beaucoup moins prononcés qu'au printemps de 2020. Nous nous attendons à ce que le PIB demeure stable au premier trimestre de l'année civile 2021, la faiblesse des secteurs de l'hébergement et du tourisme étant contrebalancée par les améliorations dans le reste de l'économie, y compris dans le secteur industriel. Bien que le nombre d'emplois a reculé en décembre et en janvier pour la première fois depuis avril 2020, les pertes d'emploi ayant principalement touché les postes à temps partiel, le nombre total d'heures travaillées a tout de même augmenté pendant ces deux mois combinés. Le taux de chômage a bondi, pour atteindre 9,4 %, en janvier, mais il demeure néanmoins bien en deçà du sommet de 13,7 % atteint en mai 2020. Le soutien au revenu extraordinaire de la part de l'État continuera de contribuer à compenser les pertes de revenus d'emplois à court terme des ménages, et la Banque du Canada demeure résolue à maintenir les taux d'intérêt à de faibles niveaux. Ces politiques de soutien devraient aider à préserver le pouvoir d'achat des ménages jusqu'à ce que les mesures de confinement puissent être levées de façon plus substantielle et que les marchés de l'emploi amorcent une reprise plus durable. À la fin de l'année civile 2020, les ménages avaient accumulé des épargnes considérables, ce qui favorisera les dépenses de consommation à mesure que les mesures de confinement seront levées, particulièrement pour des services tels que les voyages et les divertissements, qui, dans bien des territoires, ont été hors de portée pendant la pandémie de COVID-19 et continuent de l'être. Au-delà d'un horizon à très court terme, les développements en ce qui concerne les vaccins sont beaucoup plus encourageants. Nous nous attendons à ce qu'une distribution plus vaste au sein des groupes d'âge les plus vulnérables aide à alléger la pression sur le système de santé, à réduire les taux de mortalité liés à la COVID-19 et à assouplir graduellement les mesures de confinement au printemps de 2021. En dépit du climat d'incertitude actuel, nous nous attendons à ce que la croissance du PIB s'accélère à compter du deuxième trimestre de l'année civile 2021, à la faveur d'un accroissement des taux de vaccination pendant l'été qui permettra de lever encore davantage les mesures de confinement et d'augmenter les dépenses des ménages.

#### États-Unis

L'économie américaine a affiché une croissance de 4 %<sup>1</sup> au dernier trimestre de l'année civile 2020, limitant la contraction à 3,5 % pour l'ensemble de l'année civile. Nous nous attendons à ce que le taux de croissance recule à 2,5 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil de 2021, la résurgence de la propagation de la COVID-19, y compris l'émergence de nouveaux variants du virus, et le renforcement des mesures de confinement pesant de nouveau sur l'activité économique. Le nombre d'emplois a diminué pour la première fois en décembre depuis le printemps de 2020, en raison de nouvelles pertes d'emplois dans les secteurs du divertissement et de l'hébergement par suite du retour des mesures de confinement, mais ce recul a été suivi d'une légère augmentation en janvier. Abstraction faite des secteurs du divertissement et de l'hébergement, la croissance des emplois s'est poursuivie pendant ces deux mois, et le taux de chômage s'est établi à 6,3 % en janvier, ce qui demeure nettement inférieur au sommet de 14,8 % d'avril 2020. Les mesures de relance budgétaire, y compris les transferts de revenus aux ménages extraordinaires de l'État, devraient continuer à soutenir le revenu disponible des ménages touchés par des pertes d'emplois. La Réserve fédérale s'est engagée à continuer d'offrir, par ses politiques, un soutien extraordinaire en maintenant la faiblesse des taux d'intérêt de référence et en poursuivant ses achats d'actifs jusqu'à ce que le marché de l'emploi ait retrouvé sa vigueur. Les mesures de soutien budgétaire et monétaire devraient aider à accélérer la croissance des dépenses au cours de l'année civile 2021, conjointement avec l'accroissement prévu des taux de vaccination qui devrait amener un assouplissement des mesures de confinement.



## Europe

Une résurgence de la propagation du virus et l'émergence de nouveaux variants de la COVID-19 ont également pesé sur la reprise économique dans la zone euro et au Royaume-Uni. Dans la zone euro, le PIB devrait avoir diminué de 0,7 % au cours du dernier trimestre de l'année civile 2020, tandis qu'au Royaume-Uni, on s'attend à ce que la croissance du PIB demeure positive, mais modérée, à 0,7 %. L'accord commercial intervenu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne a atténué le risque d'un ralentissement plus marqué de la croissance du PIB dans les deux régions pour 2021. La Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont maintenu leurs taux d'intérêt à de faibles niveaux tout en élargissant l'étendue et en prolongeant la durée de leurs programmes d'assouplissement quantitatif. Les mesures de relance budgétaire continueront également de soutenir le revenu des ménages, en dépit des conditions toujours faibles du marché de l'emploi sous-jacent. Comme dans les autres régions, l'assouplissement attendu des mesures de confinement associé à l'augmentation des taux de vaccination devrait favoriser une croissance plus solide du PIB au Royaume-Uni et dans la zone euro à compter du deuxième trimestre de l'année civile 2021.

## Marchés financiers

Les rendements des obligations d'État demeurent à des creux historiques en raison d'une faible inflation et des attentes selon lesquelles la politique monétaire demeurera accommodante pendant une longue période. Les programmes de relance monétaire, l'aide massive au revenu de la part des États et les développements positifs en ce qui a trait aux vaccins ont soutenu les marchés boursiers, les principaux indices ayant atteint des sommets sans précédent. Après avoir lourdement chuté au printemps de 2020, les prix du pétrole ont rebondi pour revenir à leurs niveaux pré-pandémie à la faveur de l'accroissement de la demande à l'échelle mondiale et de l'annonce récente d'une réduction de la production de l'Arabie saoudite.

## Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2020, rubrique mise à jour ci-dessous. Les rubriques Faits nouveaux importants : la COVID-19, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2020, ainsi que les mises à jour fournies dans les rubriques Incidence de la pandémie de COVID-19 et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021 présentent un résumé des autres modifications apportées à la réglementation et des programmes d'aide mis en place par les gouvernements du monde entier et le BSIF en 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19.

## Incertitude à l'échelle mondiale

Le degré élevé d'incertitude que soulèvent les conséquences de la pandémie de COVID-19, la politique commerciale et les tensions géopolitiques continuent de menacer les perspectives économiques mondiales. En janvier 2021, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 5,5 % pour 2021, en hausse par rapport à sa prévision de 5,2 % d'octobre 2020. Cette augmentation reflète l'attente d'une reprise de l'activité économique plus tard dans l'année, lorsque les taux de vaccination permettront un assouplissement des mesures de confinement, reprise qui sera favorisée par les mesures budgétaires et monétaires supplémentaires prises dans certaines grandes économies. En dépit de cette évolution positive de la situation, il subsiste des incertitudes quant à l'offre et à la disponibilité des vaccins, ainsi qu'à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de COVID-19. La politique commerciale demeure également une source d'incertitude à l'échelle mondiale, les effets du Brexit et ceux du changement d'administration aux États-Unis sur les relations commerciales étant encore inconnus. Enfin, les marchés financiers du monde entier demeurent vulnérables aux tensions géopolitiques, telles celles qui subsistent entre les États-Unis et la Chine, tensions dont plusieurs sont liées aux échanges commerciaux et à la technologie. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans de nombreuses régions et notre offre de produits variés contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendre l'incertitude à l'échelle mondiale.

## Initiatives de réglementation aux États-Unis

Les décideurs politiques continuent d'évaluer divers règlements touchant le secteur financier aux États-Unis et de les actualiser, ce qui pourrait entraîner une modification des exigences réglementaires dans ce pays et, par le fait même, modifier les coûts de conformité. Le changement d'administration aux États-Unis accroît le risque que de nouveaux règlements financiers ou des modifications aux règlements existants ou proposés soient adoptés. Le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le Congrès américain a adopté l'*Anti-Money Laundering Act of 2020* (AMLA), qui consiste en un ensemble complet de réformes aux lois en matière de lutte contre le blanchiment d'argent des États-Unis. Les règlements associés à cette loi n'ont pas encore été publiés et leur étendue, leur calendrier et leur incidence demeurent inconnus pour l'instant. Nous continuerons de surveiller les faits nouveaux à cet égard ainsi que les conséquences qu'elles pourraient avoir sur nos activités.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Faits nouveaux importants : la COVID-19, y compris les rubriques Incidence du facteur de risque que représente la pandémie, Gestion du risque – Risques connus et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Incidence de la pandémie de COVID-19 et Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021.

## Incidence de la pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a classé au rang de pandémie l'écllosion de la nouvelle souche de maladie à coronavirus, la COVID-19. L'étendue et la gravité des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale et les marchés financiers ont continué d'évoluer et d'avoir des effets perturbateurs dans les pays où nous menons des activités et ailleurs, en plus d'accentuer la volatilité des marchés et de bouleverser l'environnement macroéconomique. De plus, la pandémie de COVID-19 a toujours des répercussions sur nos employés, sur nos clients et sur nos collectivités, ce qui influe sur nos activités et nos résultats financiers et engendre des risques pour notre entreprise et en engendrera dans l'avenir.

Des mesures visant à freiner la propagation de la COVID-19, dont la fermeture d'entreprises, des protocoles de distanciation sociale, des restrictions de déplacement, la fermeture des écoles, des mises en quarantaine, des restrictions sur les rassemblements et l'annulation d'événements, ont été imposées à grande échelle et le sont toujours. Ces mesures ont et continuent d'avoir de lourdes conséquences pour l'économie mondiale, notamment le rythme et l'ampleur de la reprise, ainsi que pour les activités connexes des marchés, les taux de chômage et les politiques budgétaires et monétaires. L'assouplissement des mesures de confinement et les tentatives de redémarrage de l'économie ont été accompagnés de résurgences de la propagation de la COVID-19 dans certaines régions, ce qui a exigé le retour des mesures restrictives dans certains territoires. Alors que la pandémie de COVID-19 perdure, notamment avec l'émergence de nouveaux variants du virus dans diverses régions, les gouvernements continuent d'adapter leur réponse et leur approche à l'égard de la pandémie. Par conséquent, l'ampleur des mesures de confinement et des progrès réalisés en vue de la relance continue de varier et de fluctuer d'une région à l'autre. En dépit des vaccins récemment approuvés par les gouvernements dans de nombreux pays, des incertitudes subsistent quant à l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19, à l'offre et à la disponibilité des vaccins, ainsi qu'à la capacité des gouvernements de distribuer rapidement et efficacement les vaccins afin d'inoculer une proportion suffisante de la population et ainsi permettre un assouplissement généralisé des mesures de confinement et favoriser une relance complète de l'économie. Tous ces facteurs contribuent à l'incertitude concernant le moment d'une reprise complète. La pandémie de COVID-19 ainsi que les mesures de confinement et l'approche de redémarrage progressif qui ont été instaurées dans plusieurs régions pourraient avoir des répercussions à plus long terme sur l'activité économique et commerciale de même que sur le comportement des consommateurs une fois celle-ci endiguée et les mesures de confinement, pleinement levées. Parallèlement aux mesures de confinement prises en réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements, les organismes de réglementation, les banques centrales et des organisations privées du monde entier ont offert et continuent d'offrir des programmes d'aide d'une ampleur sans précédent et de prendre des mesures temporaires afin de faciliter le bon fonctionnement de l'économie et des systèmes financiers à l'échelle mondiale et ainsi fournir un soutien aux particuliers et aux entreprises. Bien que certains de ces programmes aient pris fin, d'autres sont toujours en vigueur ou se sont ajoutés afin de soutenir l'ensemble de l'économie. Nous nous attendons à ce que les gouvernements, les organismes de réglementation, les banques centrales et des organisations privées continuent d'évaluer la nécessité de maintenir de tels programmes et mesures.

Outre ses nombreuses conséquences sur nos employés, nos clients, nos collectivités et nos activités, la pandémie de COVID-19 a influé et continuera d'influer sur nos résultats financiers. Les résultats de tous nos secteurs d'activité ont été et sont encore touchés, à divers degrés, par les conséquences en aval des perturbations du contexte macroéconomique, notamment l'incidence du recul des taux d'intérêt, la faiblesse des dépenses de consommation par rapport à ce qu'elles étaient avant la pandémie, la volatilité des marchés, les fluctuations des écarts de taux, ainsi que par d'autres répercussions, telles que les variations du risque de crédit, la hausse des volumes auprès de la clientèle et les variations des coûts d'exploitation. Nonobstant ces difficultés, nos résultats financiers et notre situation financière démontrent la solidité de notre position en matière de capital et de liquidité, facteur auquel s'ajoute la position de force dans laquelle nous étions au moment où cette crise s'est amorcée et que nous avons maintenue tout au long de la période.

Compte tenu de l'incertitude concernant l'ampleur et la durée de la pandémie de COVID-19 et de ses effets sur l'économie et la société en général, ainsi que le calendrier du redémarrage intégral de l'économie, on ne peut prévoir quelles en seront les conséquences pour nos secteurs, nos résultats financiers et notre situation financière dans l'avenir. Nous surveillons de près les effets et conséquences soutenus potentiels de la pandémie de COVID-19.

Pour plus de détails sur l'incidence de la pandémie de COVID-19, y compris les risques connexes, les programmes de soutien, les programmes de soutien aux liquidités et au financement et les autres mesures instaurées par les gouvernements, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19, y compris les rubriques Incidence du facteur de risque que représente la pandémie et Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2020.

### Programmes de soutien

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont élaboré et élaborent encore plusieurs programmes visant à fournir une assistance financière aux particuliers et aux entreprises, dont le remplacement de revenus pour les particuliers, ainsi que des subventions salariales, de l'aide aux loyers et des programmes de prêts pour les entreprises, programmes que nous administrons pour notre clientèle. Afin de mieux soutenir nos clients aux prises avec des problèmes financiers, nous avons lancé divers programmes d'aide temporaires qui s'ajoutent à ceux offerts par l'État.

Un sommaire des programmes de soutien de RBC et des gouvernements est fourni à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020, sommaire qui a été mis à jour ci-après.

### Programmes d'aide de RBC

Au cours du deuxième trimestre de 2020, nous avons annoncé le Programme de soutien aux clients RBC, lequel vise à fournir une aide immédiate et à long terme aux clients touchés par la pandémie de COVID-19. Le Programme de soutien aux clients RBC a pris fin le 30 juin 2020 dans le cas de la majeure partie des petites et moyennes entreprises clientes, et son volet reports de paiements s'est terminé le 30 septembre 2020 pour ce qui est des particuliers.

Au 31 janvier 2021, la majorité de nos clients n'avaient plus recours à ces programmes et avaient recommencé à effectuer les paiements réguliers sur leurs prêts, après la fin des périodes de report de paiements. Le tableau suivant résume la valeur comptable brute des prêts en cours des clients qui bénéficient encore de ces programmes.

	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
	<b>Valeur comptable brute des prêts en cours</b>	Valeur comptable brute des prêts en cours
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre de prêts)		
Prêts hypothécaires résidentiels	809 \$	6 829 \$
Prêts aux particuliers	62	712
Prêts sur cartes de crédit	16	172
Prêts aux petites entreprises	31	138
Prêts de gros	784	2 618
<b>Total</b>	<b>1 702 \$</b>	<b>10 469 \$</b>

Les périodes de report de paiements des clients bénéficiant encore de ces programmes au 31 janvier 2021 se termineront pour la plupart d'ici la fin du deuxième trimestre de 2021. Au fil de l'expiration des programmes de soutien aux clients de RBC, nous avons évalué les besoins de chacun des clients; et nous continuerons de le faire et de leur offrir un soutien au cas par cas.

### Programmes gouvernementaux en réponse à la pandémie de COVID-19

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis ont mis sur pied des programmes dans le but de soutenir les entreprises éprouvant des problèmes de flux de trésorerie pendant cette période exceptionnelle, programmes auxquels les institutions financières canadiennes ont offert et continuent d'offrir leur soutien financier. Au Canada, ces programmes englobent le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et le Programme de crédit aux entreprises (PCE), lequel comprend la Garantie – PCE d'Exportation et développement Canada (EDC), le Programme de prêts conjoints de la Banque de développement du Canada (BDC), le Programme de financement pour les moyennes entreprises de la BDC et le Programme pour le marché intermédiaire – Financement et garanties d'EDC. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a mis sur pied le *Paycheck Protection Program* (PPP). Aucun changement important n'a été apporté à ces programmes depuis le 31 octobre 2020, exception faite des suivants :

- Le 7 décembre 2020, le gouvernement fédéral canadien a annoncé que la date limite de production des demandes aux termes du CUEC a été reportée du 31 décembre 2020 au 31 mars 2021.
- En janvier 2021, la U.S. Small Business Administration (SBA), conjointement avec le département du Trésor des États-Unis, ont, en vertu de l'*Economic Aid to Hard-Hit Small Businesses, Nonprofits, and Venues Act* (« Economic Aid Act »), relancé le PPP, le prolongeant jusqu'au 31 mars 2021, et annoncé un certain nombre de modifications au PPP pour les prêts existants et futurs. Le programme a été élargi de manière à inclure de nouvelles catégories de dépenses admissibles, y compris les dépenses d'exploitation, les coûts des dommages aux biens, les coûts liés aux fournisseurs et les dépenses liées à la protection des employés, en plus des charges salariales, des frais de services publics et des intérêts sur les emprunts hypothécaires. Les emprunteurs se voient en outre offrir une plus grande souplesse, y compris la possibilité de fixer la durée de la période de couverture des dépenses admissibles à la remise sous réserve d'un minimum de 8 semaines et d'un maximum de 24 semaines. Certains emprunteurs ayant déjà obtenu un prêt PPP de premier tirage peuvent être admissibles à un prêt de deuxième tirage et à une augmentation supplémentaire de leur premier prêt.
- Le 26 janvier 2021, le gouvernement fédéral canadien a fait l'annonce de la Garantie du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) de la BDC. Aux termes de ce programme, les banques canadiennes peuvent offrir des prêts à faible taux d'intérêt d'un montant allant de 25 000 \$ à 1 million de dollars aux entreprises fortement touchées par la pandémie de COVID-19 afin de combler leurs besoins en flux de trésorerie opérationnels. Les prêts offerts dans le cadre de ce programme sont entièrement garantis par la BDC. Les demandes pour ce programme n'étant acceptées que depuis le 1<sup>er</sup> février 2021, aucun prêt n'avait été consenti à ce titre au 31 janvier 2021. La date limite de production des demandes est le 30 juin 2021.

Au 31 janvier 2021, nous avons fourni une aide financière à plus de 184 800 clients (174 200 au 31 octobre 2020) participant aux programmes du gouvernement fédéral canadien, pour une exposition correspondante de 9,3 milliards de dollars (7,1 milliards au 31 octobre 2020), dont une tranche de 8,7 milliards (5,7 milliards au 31 octobre 2020) était financée. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2020. Au 31 janvier 2021, nous avons octroyé 5,7 milliards de dollars (4,5 milliards de dollars américains) de financement (5,8 milliards de dollars au 31 octobre 2020 (4,3 milliards de dollars américains)) à 16 835 clients (15 888 au 31 octobre 2020) aux termes du PPP.



## Rendement financier

## Vue d'ensemble

**Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le bénéfice net s'est dégagé à 3 847 millions de dollars, en hausse de 338 millions, ou 10 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est situé à 2,66 \$, ayant progressé de 0,26 \$, ou 11 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 18,6 %, contre 17,6 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 12,5 %, ayant augmenté de 50 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent la croissance du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

**Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020**

Le bénéfice net, au montant de 3 847 millions de dollars, est en hausse de 601 millions, ou 19 %, par rapport à celui du dernier trimestre. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,66 \$, ayant augmenté de 0,43 \$, ou 19 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 18,6 %, en hausse par rapport au taux de 16,0 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 12,5 % demeure inchangé par rapport au dernier trimestre.

Nos résultats reflètent la hausse du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services aux investisseurs et de trésorerie, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des résultats du secteur Assurances.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

**Incidence du change**

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	T1 2021 par rapport au T1 2020	T1 2021 par rapport au T4 2020
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	(74)\$	(104)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2	2
Frais autres que d'intérêt	(49)	(74)
Impôt sur le résultat	(3)	(4)
Bénéfice net	(24)	(28)
Incidence sur le bénéfice par action		
De base	(0,02)\$	(0,02)\$
Dilué	(0,02)	(0,02)

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2021	le 31 octobre 2020	le 31 janvier 2020
Dollar américain	0,779	0,756	0,760
Livre sterling	0,574	0,578	0,579
Euro	0,644	0,642	0,684

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2021	le 31 octobre 2020	le 31 janvier 2020
Revenu d'intérêt et de dividende	7 236 \$	7 463 \$	10 238 \$
Charge d'intérêt	2 201	2 453	5 017
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 035</b>	5 010	5 221
<b>Marge nette d'intérêt</b>	<b>1,50 %</b>	1,52 %	1,59 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 809	958	1 994
Revenus tirés des activités de négociation	524	224	458
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 703	1 577	1 535
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 000	961	946
Commissions de courtage en valeurs mobilières	401	320	318
Frais bancaires	458	456	488
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	590	578	627
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	289	233	253
Revenus sur cartes	272	211	287
Commissions de crédit	332	361	360
Profits nets sur les titres de placement	35	23	11
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	25	20	22
Autres	470	160	316
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>7 908</b>	6 082	7 615
<b>Total des revenus</b>	<b>12 943 \$</b>	11 092 \$	12 836 \$
<b>Information supplémentaire sur les activités de négociation</b>			
Revenu net d'intérêt	740 \$	728 \$	700 \$
Revenus autres que d'intérêt	524	224	458
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>1 264 \$</b>	952 \$	1 158 \$

## Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

Le total des revenus a augmenté de 107 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de l'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des autres revenus et des commissions de courtage en valeurs mobilières. La hausse des revenus tirés des activités de négociation a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul du revenu net d'intérêt et une diminution des primes d'assurance, revenus de placement et honoraires (revenus d'assurance). L'incidence du change compte également pour une part de 74 millions de dollars de la baisse du total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 186 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement du rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été compensés en partie par la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

La marge nette d'intérêt a reculé de 9 p.b. par rapport à il y a un an du fait essentiellement du rétrécissement des écarts des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, en raison surtout de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

Les revenus d'assurance se sont comprimés de 185 millions de dollars, ou 9 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et la diminution des ventes de rentes collectives du secteur Assurances – Canada, qui sont toutes deux compensées en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 168 millions de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés, laquelle reflète principalement l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières ont augmenté de 83 millions de dollars, ou 26 %, reflétant principalement l'intensification des activités des clients dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les autres revenus ont progressé de 154 millions de dollars, ou 49 %, ce qui s'explique principalement par la variation de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les frais autres que d'intérêt.

## Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le total des revenus a augmenté de 1 851 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de l'amélioration des primes d'assurance, revenus de placement et honoraires (revenus d'assurance), de l'augmentation des autres revenus et de la hausse des revenus tirés des activités de négociation. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'incidence du change, qui a réduit le total des revenus de 104 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt est demeuré relativement stable.

Les revenus d'assurance ont augmenté de 851 millions de dollars, ou 89 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et à l'augmentation des ventes de rentes collectives, qui sont toutes deux compensées en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 300 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par l'intensification des activités de négociation de titres à revenu fixe attribuable aux conditions de marché favorables.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 126 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés, laquelle reflète principalement l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les autres revenus ont progressé de 310 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par la variation de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les frais autres que d'intérêt. Le trimestre précédent reflétait en outre les variations défavorables de la juste valeur de certains instruments compris dans nos portefeuilles d'activités autres que de négociation.

### **Dotation à la provision pour pertes de crédit**

#### **Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 309 millions de dollars sur un an.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 121 millions de dollars, en baisse de 300 millions, ce qui est imputable à une réduction des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a reculé de 19 p.b. pour s'établir à 7 p.b.

#### **Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 317 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts, d'un montant de 121 millions de dollars, a baissé de 277 millions, en raison principalement de la réduction des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 16 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

### **Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**

#### **Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 208 millions de dollars, ou 13 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et à la diminution des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus. L'amélioration de la sinistralité en général, principalement en ce qui a trait à nos produits de rétrocession vie et d'invalidité, et la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été compensés en partie par la diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et par le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses.

#### **Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 945 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et de l'augmentation des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux en grande partie compensés dans les revenus, ainsi que de la nouvelle réduction des activités. La baisse de la sinistralité favorable liée aux placements, l'augmentation des coûts des sinistres et le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des changements défavorables dans les hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent, principalement en ce qui a trait à la sinistralité liée à la mortalité.

## Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2021	le 31 octobre 2020	le 31 janvier 2020
Salaires	1 655 \$	1 712 \$	1 652 \$
Rémunération variable	1 804	1 371	1 646
Avantages du personnel et conservation du personnel	543	447	541
Rémunération fondée sur des actions	286	57	221
Ressources humaines	4 288	3 587	4 060
Matériel	493	508	462
Frais d'occupation	404	431	397
Communications	213	254	250
Honoraires	291	385	284
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	319	330	303
Autres	534	563	622
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>6 542 \$</b>	<b>6 058 \$</b>	<b>6 378 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (1)</b>	<b>50,5 %</b>	<b>54,6 %</b>	<b>49,7 %</b>
<b>Ratio d'efficacité ajusté (2)</b>	<b>51,9 %</b>	<b>53,5 %</b>	<b>51,6 %</b>

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Cette mesure a été ajustée en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 164 millions de dollars, ou 3 %, sur un an, ce qui a découlé principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change et la diminution des dépenses discrétionnaires, déduction faite des coûts marginaux liés à la COVID-19.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 50,5 %, ayant augmenté de 80 p.b. en regard de celui de 49,7 % un an plus tôt.

Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 51,9 % est en progression de 30 p.b. par rapport à celui de 51,6 % il y a un an.

## Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 484 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'une augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus. La hausse des coûts liés au personnel a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change, la diminution des dépenses discrétionnaires et le calendrier des honoraires.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 50,5 %, ayant diminué de 410 p.b. par rapport à celui de 54,6 % du trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 51,9 % a affiché une baisse de 160 p.b. par rapport à celui de 53,5 % constaté au trimestre précédent.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2021	le 31 octobre 2020	le 31 janvier 2020
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>1 038 \$</b>	900 \$	916 \$
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 885</b>	4 146	4 425
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>21,2 %</b>	21,7 %	20,7 %

### Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

La charge d'impôt a augmenté de 122 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout de la hausse du bénéfice avant impôt et de changements dans la composition du bénéfice. Ces facteurs ont été atténués par les ajustements fiscaux nets favorables au cours du trimestre considéré.

Le taux d'imposition effectif de 21,2 % s'est accru de 50 p.b., sous l'effet principalement de changements dans la composition du bénéfice, contrebalancés en partie par les ajustements fiscaux nets favorables au cours du trimestre considéré.

### Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

La charge d'impôt a augmenté de 138 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la progression du bénéfice avant impôt, atténuée par des changements dans la composition du bénéfice et une augmentation des ajustements fiscaux nets favorables dans le trimestre considéré.

Le taux d'imposition effectif de 21,2 % s'est replié de 50 p.b. sous l'effet principalement de changements dans la composition du bénéfice et de l'incidence nette des ajustements fiscaux susmentionnés.

## Résultats des secteurs d'exploitation

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2020.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2020.

## Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

### Mesures de rendement

#### *Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires*

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2020.



Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 31 octobre 2020	le 31 janvier 2020	
	le 31 janvier 2021							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 774 \$	637 \$	199 \$	121 \$	1 051 \$	5 \$	3 787 \$	3 173 \$	3 439 \$		
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 350	16 200	2 300	3 150	22 600	13 150	80 750	78 800	77 850		
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,1 %	15,6 %	34,5 %	15,3 %	18,5 %	n.s.	18,6 %	16,0 %	17,6 %		

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

### Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 octobre 2020. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

### Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le tableau suivant présente les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2021			le 31 octobre 2020				le 31 janvier 2020		
	Données présentées	Élément exclu		Données présentées	Élément exclu		Données présentées	Élément exclu		Données ajustées
Total des revenus	12 943 \$	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance		11 092 \$	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance		11 327 \$	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance		12 368 \$
Frais autres que d'intérêt	6 542	(346)\$		6 058	235 \$		6 058	(468)\$		6 378
Ratio d'efficacité	50,5 %	51,9 %		54,6 %	53,5 %		49,7 %	51,6 %		

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Revenu net d'intérêt	3 161 \$	3 114 \$	3 226 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 402	1 259	1 384
<b>Total des revenus</b>	<b>4 563</b>	<b>4 373</b>	<b>4 610</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(60)	135	66
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	225	181	276
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>165</b>	<b>316</b>	<b>342</b>
Frais autres que d'intérêt	1 978	2 030	1 984
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>2 420</b>	<b>2 027</b>	<b>2 284</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 793 \$</b>	<b>1 502 \$</b>	<b>1 686 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Services bancaires canadiens	4 352 \$	4 165 \$	4 368 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	211	208	242
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,1 %	26,0 %	28,3 %
Marge nette d'intérêt	2,56 %	2,59 %	2,77 %
Ratio d'efficacité	43,3 %	46,4 %	43,0 %
Levier d'exploitation	(0,7)%	(5,4)%	0,7 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	489 800 \$	478 500 \$	463 400 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	493 500	482 000	466 800
Moyenne des dépôts	490 100	481 300	413 700
Biens administrés (1)	320 900	292 800	294 200
Moyenne des biens administrés	315 900	297 600	290 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,18 %	0,15 %	0,24 %
<b>Autres renseignements – Services bancaires canadiens</b>			
Bénéfice net	1 754 \$	1 474 \$	1 624 \$
Marge nette d'intérêt	2,54 %	2,56 %	2,72 %
Ratio d'efficacité	41,9 %	44,9 %	41,3 %
Levier d'exploitation	(1,6)%	(6,8)%	0,7 %

(1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15,3 milliards de dollars et de 4,1 milliards au 31 janvier 2021 (15,6 milliards et 6,7 milliards au 31 octobre 2020; 15,4 milliards et 7,8 milliards au 31 janvier 2020).

**Rendement financier****Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le bénéfice net s'est accru de 107 millions de dollars, ou 6 %, sur un an en raison essentiellement de la croissance moyenne des volumes de 12 % dans le secteur Services bancaires canadiens et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été annulés en partie par le rétrécissement des écarts.

Le total des revenus s'est affaibli de 47 millions de dollars, ou 1 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont fléchi de 16 millions de dollars, ce qui reflète principalement le recul du revenu net d'intérêt, la croissance moyenne des volumes de 19 % pour ce qui est des dépôts et de 6 % dans le cas des prêts ayant été plus que contrebalancée par le rétrécissement des écarts. La baisse des frais bancaires a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation des commissions de courtage en valeurs mobilières découlant de l'intensification des activités des clients.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont contractés de 31 millions de dollars, ou 13 %, ce qui rend essentiellement compte du rétrécissement des écarts.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 21 p.b. en raison surtout du recul des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 177 millions de dollars, ou 52 %, ce qui reflète principalement la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs. Bien qu'il subsiste des incertitudes quant aux effets de la pandémie de COVID-19, les contrepassations sont principalement attribuables à une amélioration de nos perspectives en matière de qualité du crédit et à une réduction de l'exposition pour le trimestre considéré. Le recul des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la diminution, entraînant une baisse de 6 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 6 millions de dollars.

**Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020**

Le bénéfice net a augmenté de 291 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, la croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires canadiens et l'augmentation des revenus sur cartes et des revenus de change. Le calendrier des honoraires a également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des coûts liés au personnel.

Le total des revenus a augmenté de 190 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires canadiens et de l'augmentation des revenus sur cartes. La progression des revenus de change et des commissions de courtage en valeurs mobilières découlant de l'intensification des activités des clients a également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le rétrécissement des écarts.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 3 p.b. en raison surtout de l'incidence soutenue de la baisse des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 151 millions de dollars, ou 48 %, ce qui reflète principalement la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs. Bien qu'il subsiste des incertitudes quant aux effets de la pandémie de COVID-19, les contrepassations au cours du trimestre considéré sont principalement attribuables à une amélioration de nos perspectives en matière de qualité du crédit et à la réduction des expositions dans certains portefeuilles. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires canadiens, laquelle a entraîné une augmentation de 3 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 52 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement du calendrier des honoraires et des frais de commercialisation, ainsi que de l'incidence de l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes au trimestre précédent, facteurs qui ont été atténués par l'accroissement des coûts liés au personnel.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Revenu net d'intérêt	666 \$	686 \$	738 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 721	2 382	2 428
<b>Total des revenus</b>	<b>3 387</b>	<b>3 068</b>	<b>3 166</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(2)	51	(1)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(27)	–	(1)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(29)</b>	<b>51</b>	<b>(2)</b>
Frais autres que d'intérêt	2 563	2 312	2 370
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>853</b>	<b>705</b>	<b>798</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>649 \$</b>	<b>546 \$</b>	<b>623 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Gestion de patrimoine – Canada	900 \$	835 \$	843 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 702	1 539	1 624
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 326	1 165	1 234
Gestion mondiale d'actifs	695	608	594
Gestion de patrimoine – International	90	86	105
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,6 %	13,0 %	15,8 %
Marge nette d'intérêt	2,34 %	2,50 %	3,17 %
Marge avant impôt (1)	25,2 %	23,0 %	25,2 %
Nombre de conseillers (2)	5 457	5 428	5 299
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	112 900 \$	109 300 \$	92 500 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	81 800	81 000	69 600
Moyenne des dépôts	137 900	132 100	105 600
Biens administrés (3)	1 180 400	1 100 000	1 106 900
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (3)	623 000	583 800	578 600
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (3)	487 000	438 200	437 300
Biens sous gestion (3)	890 000	836 400	792 900
Moyenne des biens administrés	1 171 300	1 107 700	1 097 100
Moyenne des biens sous gestion	883 800	839 600	780 200
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,13)%	0,00 %	(0,01)%

**Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos	
	T1 2021 par rapport au T1 2020	T1 2021 par rapport au T4 2020
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	(41)\$	(53)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	1
Frais autres que d'intérêt	(34)	(44)
<b>Bénéfice net</b>	<b>(6)</b>	<b>(8)</b>
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	3 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(6)%	– %

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

**Rendement financier****Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le bénéfice net a augmenté de 26 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la croissance moyenne des prêts et de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite de la rémunération variable connexe. L'accroissement des honoraires liés au rendement et le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit ont également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'incidence du recul des taux d'intérêt sur les prêts et les dépôts dans des comptes de passage ainsi que par la hausse des coûts liés au personnel.

Le total des revenus a augmenté de 221 millions de dollars, ou 7 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 57 millions de dollars, ou 7 %, et ce, en raison principalement de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 78 millions de dollars, ou 5 %. En dollars américains, ils se sont améliorés de 92 millions de dollars, ou 7 %, ce qui s'explique surtout par une croissance moyenne des prêts de 22 %, les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt et la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant les ventes nettes et l'appréciation des marchés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du recul des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et les revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont progressé de 101 millions de dollars, ou 17 %, et ce, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'augmentation des honoraires liés au rendement et les variations de la juste valeur des investissements en capital de démarrage ont également favorisé cette progression.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont reculé de 15 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement d'un repli du revenu net d'intérêt qui reflète principalement l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 27 millions de dollars, essentiellement celle du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), reflétant les recouvrements de prêts douteux dans certains secteurs au cours du trimestre considéré, ce qui a causé une diminution de 12 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 193 millions de dollars, ou 8 %, sous l'effet surtout des variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les revenus, et de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus donnant droit à commissions. L'accroissement des coûts liés au personnel pour soutenir l'expansion des activités a également contribué à l'augmentation des frais. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.

### **Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020**

Le bénéfice net a augmenté de 103 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout d'une hausse du bénéfice qu'a permise la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite de la rémunération variable connexe, et de la réduction de la dotation à la provision pour pertes de crédit. La progression des revenus tirés des transactions et l'accroissement des honoraires liés au rendement ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par une augmentation des coûts liés au personnel.

Le total des revenus a augmenté de 319 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt, et de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, reflétant principalement l'appréciation des marchés et les ventes nettes. La progression des revenus tirés des transactions attribuable surtout aux activités des clients et l'augmentation des honoraires liés au rendement ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 80 millions de dollars, reflétant essentiellement la réduction des dotations liées aux prêts productifs du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), laquelle reflète principalement les changements défavorables dans les facteurs macroéconomiques qui prévalaient au trimestre précédent. Les recouvrements de prêts douteux dans certains secteurs au cours du trimestre considéré ont également contribué à la baisse, ce qui a causé un recul de 13 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 251 millions de dollars, ou 11 %, sous l'effet surtout des variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les revenus. La hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus donnant droit à commissions et l'augmentation des coûts liés au personnel ont également contribué à l'augmentation des frais. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.



## Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	1 248 \$	986 \$	1 350 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	524	(71)	609
Honoraires	37	43	35
<b>Total des revenus</b>	<b>1 809</b>	<b>958</b>	<b>1 994</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	(1)	–
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 331	391	1 535
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	75	70	79
Frais autres que d'intérêt	149	151	153
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>254</b>	<b>347</b>	<b>227</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>201 \$</b>	<b>254 \$</b>	<b>181 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Assurances – Canada	1 157 \$	299 \$	1 383 \$
Assurances – International	652	659	611
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,5 %	42,5 %	32,5 %
Primes et dépôts (2)	1 444 \$	1 129 \$	1 542 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	346	(235)	468

- (1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements adossés aux obligations des détenteurs de polices attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

## Rendement financier

## Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

Le bénéfice net a progressé de 20 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par une hausse de la sinistralité en général et par l'amélioration de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence d'un fléchissement des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et une baisse des volumes des produits d'assurance vie à l'échelle internationale.

Le total des revenus a reculé de 185 millions de dollars, ou 9 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont fléchi de 226 millions de dollars, ou 16 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et de la diminution des ventes de rentes collectives, qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International ont grimpé de 41 millions de dollars, ou 7 %, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. De plus, l'exercice précédent reflétait l'incidence défavorable des renégociations de contrats de réassurance. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des volumes des produits d'assurance vie à l'échelle internationale.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 208 millions de dollars, ou 13 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et de la diminution des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les revenus. L'amélioration de la sinistralité en général, principalement en ce qui a trait à nos produits de rétrocession vie et d'invalidité, et la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été compensés en partie par le fléchissement des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et par le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 4 millions de dollars, ou 3 %.

## Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net a diminué de 53 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la baisse de la sinistralité favorable liée aux placements et à une nouvelle réduction des activités. La hausse des coûts des sinistres et le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des changements défavorables dans les hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent.

Le total des revenus a augmenté de 851 millions de dollars, ou 89 %, reflétant principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et l'augmentation des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La croissance des primes nettes et des revenus de placement a également favorisé l'augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 945 millions de dollars, reflétant principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et l'augmentation des ventes de rentes collectives, qui sont dans les deux cas compensées en grande partie dans les revenus, ainsi que la nouvelle réduction des activités. Le recul de la sinistralité favorable liée aux placements, la hausse des coûts des sinistres et la baisse des avantages découlant des renégociations de contrats de réassurance ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été compensés en partie par des changements défavorables dans les hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent, principalement en ce qui a trait à la sinistralité liée à la mortalité.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 2 millions de dollars, ou 1 %.

## Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Revenu net d'intérêt	91 \$	108 \$	58 \$
Revenus autres que d'intérêt	474	413	539
<b>Total des revenus</b>	<b>565</b>	<b>521</b>	<b>597</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(2)	(4)	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	–	–	–
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(2)</b>	<b>(4)</b>	<b>–</b>
Frais autres que d'intérêt	401	407	402
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>166</b>	<b>118</b>	<b>195</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>123 \$</b>	<b>91 \$</b>	<b>143 \$</b>
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,3 %	10,1 %	18,0 %
Moyenne des dépôts	204 300 \$	187 000 \$	174 500 \$
Moyenne des dépôts des clients	63 100	63 300	57 900
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	141 200	123 700	116 600
Biens administrés (1)	4 617 300	4 483 500	4 308 200
Moyenne des biens administrés	4 628 700	4 588 400	4 286 200

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	T1 2021 par rapport au T1 2020	T1 2021 par rapport au T4 2020
<b>Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros</b>		
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	9 \$	(1) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–
Frais autres que d'intérêt	9	–
Bénéfice net	–	–
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	3 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1) %	(1) %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(6) %	– %

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

### Rendement financier

#### Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

Le bénéfice net a régressé de 20 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à il y a un an, surtout à cause de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et des dépôts des clients.

Le total des revenus a fléchi de 32 millions de dollars, ou 5 %, du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, laquelle a découlé principalement d'un environnement moins favorable au chapitre des taux d'intérêt au cours du trimestre considéré et de la plus grande liquidité d'entreprise, facteurs qui ont été compensés en partie par l'accroissement des profits tirés de la vente de titres. La diminution des revenus générés par les dépôts des clients attribuable principalement à la baisse des taux d'intérêt a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables, l'effet positif des initiatives existantes visant à rehausser l'efficacité ayant été en grande partie compensé par l'incidence du change.

#### Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net a augmenté de 32 millions de dollars, ou 35 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et de nos services d'administration d'actifs.

Le total des revenus a augmenté de 44 millions de dollars, ou 8 %, du fait essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, laquelle a découlé principalement des occasions sur le marché monétaire au cours du trimestre considéré, et de la hausse des revenus tirés de nos services d'administration d'actifs attribuable à l'intensification des activités des clients.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 6 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'effet positif des initiatives en cours visant à rehausser l'efficacité, facteur qui a été compensé en partie par les coûts annuels liés à la conformité à la réglementation du trimestre considéré.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Revenu net d'intérêt (1)	1 199 \$	1 183 \$	1 161 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 509	1 092	1 387
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>2 708</b>	<b>2 275</b>	<b>2 548</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(41)	(3)	18
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	18	68	61
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(23)</b>	<b>65</b>	<b>79</b>
Frais autres que d'intérêt	1 441	1 165	1 435
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 290</b>	<b>1 045</b>	<b>1 034</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 067 \$</b>	<b>840 \$</b>	<b>882 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 112 \$	1 088 \$	1 141 \$
Marchés mondiaux	1 626	1 333	1 450
Autres	(30)	(146)	(43)
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,5 %	14,4 %	15,1 %
Moyenne du total de l'actif	743 100 \$	709 000 \$	716 000 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	125 200	106 700	115 700
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	98 300	101 500	99 300
Moyenne des dépôts	73 600	74 400	76 500
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,07 %	0,27 %	0,24 %

## Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos	
	T1 2021 par rapport au T1 2020	T1 2021 par rapport au T4 2020
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	(37)\$	(46)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	1
Frais autres que d'intérêt	(19)	(24)
<b>Bénéfice net</b>	<b>(18)</b>	<b>(21)</b>
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	3 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(6)%	- %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 s'est élevée à 128 millions de dollars (127 millions au 31 octobre 2020; 128 millions au 31 janvier 2020). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2020.

## Rendement financier

### Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est accru de 185 millions de dollars, ou 21 %, sur un an, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des impôts attribuable à des changements dans la composition du bénéfice, déduction faite des ajustements fiscaux favorables.

Le total des revenus a augmenté de 160 millions de dollars, ou 6 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont reculé de 29 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, reflétant l'intensification des activités de fusion et acquisition, principalement en Amérique du Nord.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont grimpé de 176 millions de dollars, ou 12 %, ce qui a résulté en grande partie de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, essentiellement aux États-Unis, et reflétant l'intensification des activités des clients.

Les autres revenus ont augmenté de 13 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la baisse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 102 millions de dollars, en raison surtout de la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré. Bien qu'il subsiste des incertitudes quant aux effets de la pandémie de COVID-19, les contrepassations de dotations sont en grande partie attribuables à une amélioration de nos perspectives en matière de qualité du crédit et à la réduction des expositions. La diminution des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans le secteur d'activité du pétrole et du gaz, a également contribué à la baisse, ce qui a fait reculer le ratio des prêts douteux de 17 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables, la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs ayant été neutralisée par la réduction des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires et par l'incidence du change.

### Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net a progressé de 227 millions de dollars, ou 27 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux. La progression des autres revenus, qui reflète la baisse des coûts de financement résiduels et l'incidence des pertes de nos portefeuilles existants aux États-Unis au cours du trimestre précédent, de même que la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit, ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Le total des revenus s'est renforcé de 433 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions, reflétant les conditions de marchés favorables et l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 88 millions de dollars, en raison surtout de la diminution des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans le secteur d'activité du pétrole et du gaz, ce qui a fait diminuer de 20 p.b. le ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 276 millions de dollars, ou 24 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

### Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2021	le 31 octobre 2020	le 31 janvier 2020
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(82)\$	(81)\$	38 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(7)	(22)	(117)
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(89)</b>	<b>(103)</b>	<b>(79)</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(1)	–	–
Frais autres que d'intérêt	10	(7)	34
<b>Bénéfice (perte) avant impôt (1)</b>	<b>(98)</b>	<b>(96)</b>	<b>(113)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(112)	(109)	(107)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>14 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>(6)\$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 s'est établi à 128 millions de dollars, comparativement à 127 millions au trimestre précédent et à 128 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### Premier trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est dégagé à 14 millions de dollars, en raison surtout des activités de gestion actif-passif.

### Quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est chiffré à 13 millions de dollars, ce qui rend surtout compte des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

### Premier trimestre de 2020

La perte nette s'est établie à 6 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels et du montant net des ajustements fiscaux défavorables, facteurs contrebalancés en partie par les activités de gestion actif-passif.

## Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

### Résultats trimestriels <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2021				2020			2019	
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 563 \$	4 373 \$	4 348 \$	4 400 \$	4 610 \$	4 568 \$	4 546 \$	4 333 \$	
Gestion de patrimoine	3 387	3 068	3 164	2 822	3 166	3 187	3 029	2 979	
Assurances	1 809	958	2 212	197	1 994	1 153	1 463	1 515	
Services aux investisseurs et de trésorerie	565	521	484	709	597	566	561	587	
Marchés des Capitaux <sup>(2)</sup>	2 708	2 275	2 748	2 313	2 548	1 987	2 034	2 169	
Services de soutien généraux <sup>(2)</sup>	(89)	(103)	(36)	(108)	(79)	(91)	(89)	(84)	
<b>Total des revenus</b>	<b>12 943</b>	<b>11 092</b>	<b>12 920</b>	<b>10 333</b>	<b>12 836</b>	<b>11 370</b>	<b>11 544</b>	<b>11 499</b>	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	110	427	675	2 830	419	499	425	426	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 406	461	1 785	(177)	1 614	654	1 046	1 160	
Frais autres que d'intérêt	6 542	6 058	6 380	5 942	6 378	6 319	5 992	5 916	
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 885</b>	<b>4 146</b>	<b>4 080</b>	<b>1 738</b>	<b>4 425</b>	<b>3 898</b>	<b>4 081</b>	<b>3 997</b>	
Impôt sur le résultat	1 038	900	879	257	916	692	818	767	
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>3 246 \$</b>	<b>3 201 \$</b>	<b>1 481 \$</b>	<b>3 509 \$</b>	<b>3 206 \$</b>	<b>3 263 \$</b>	<b>3 230 \$</b>	
Bénéfice par action – de base	2,66 \$	2,23 \$	2,20 \$	1,00 \$	2,41 \$	2,19 \$	2,23 \$	2,20 \$	
– dilué	2,66	2,23	2,20	1,00	2,40	2,18	2,22	2,20	
Taux d'imposition effectif	21,2 %	21,7 %	21,5 %	14,8 %	20,7 %	17,8 %	20,0 %	19,2 %	
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,779 \$	0,756 \$	0,737 \$	0,725 \$	0,760 \$	0,755 \$	0,754 \$	0,751 \$	

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2020.

### Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

### Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, le bénéfice du deuxième trimestre de 2020 reflétait les premières retombées de la pandémie de COVID-19 dans tous nos secteurs d'exploitation, ce qui s'est traduit par une augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des fluctuations des revenus en raison de la volatilité des marchés, y compris les taux d'intérêt et les écarts de taux, ainsi que par une intensification de l'activité des clients. Bien que les conditions de marché se soient améliorées par la suite, nos résultats ont continué de se ressentir de la pandémie de COVID-19 et des conséquences qui en découlent. L'incidence du change a également influé sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. À la fin de la période, la marge nette d'intérêt a subi le contrecoup du rétrécissement des marges attribuable à la baisse des taux d'intérêt, y compris les baisses cumulatives de taux pratiquées par la Banque du Canada au deuxième trimestre de 2020, lesquelles ont totalisé 150 p.b.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été favorisés par la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des prêts au cours de la période. La faiblesse des taux d'intérêt, qui reflète principalement les baisses de taux pratiquées par la Fed aux États-Unis, a toutefois eu une incidence négative sur la dernière partie de la période. Les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui sont compensées en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, ont également accentué les fluctuations des revenus au cours de la période. Le quatrième trimestre de 2019 reflétait un profit à la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des ventes de rentes collectives, qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2021 reflètent également la hausse des ventes de rentes collectives.



Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, tout au long de la période, été touchés par la volatilité des marchés, les fluctuations des taux d'intérêt et les activités des clients, y compris les fluctuations plus prononcées enregistrées depuis le début de la pandémie de COVID-19. Les revenus de la dernière partie de la période ont également été touchés par le niveau élevé des liquidités de l'entreprise.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Les activités des clients en 2019 ont été touchées par les conditions de marché difficiles, ce qui s'était traduit par un repli des revenus tirés des frais bancaires d'investissement dans l'ensemble du secteur. Avec la pandémie de COVID-19, l'exercice 2020 s'est démarqué par des degrés de volatilité de marché sans précédent qui se sont traduits pendant cette période par une intensification des activités des clients ayant entraîné une augmentation des revenus tirés des activités de négociation. La volatilité accrue des marchés au deuxième trimestre de 2020 a également donné lieu à des réductions des souscriptions de prêts, qui se sont inversées dans la deuxième moitié de 2020, lorsque les conditions du marché se sont améliorées. Le premier trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2021 reflètent les conditions de marché favorables et l'intensification des activités des clients, ce qui a donné lieu à une hausse des revenus tirés des activités de négociation et à une intensification des activités de fusion et acquisition.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les conditions macroéconomiques, les fluctuations des expositions et de la qualité du crédit, ainsi que les changements apportés aux modèles. L'incidence de la pandémie de COVID-19 s'est également soldée par un accroissement considérable des dotations en 2020, plus particulièrement au deuxième trimestre. Bien qu'il subsiste des incertitudes quant aux effets de la pandémie de COVID-19, nos perspectives en matière de qualité du crédit se sont améliorées au premier trimestre de 2021. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés reflétaient des niveaux de pertes de crédit plus habituels vers la fin de 2019. Cependant, au premier trimestre de 2020, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Dans le reste de l'exercice, les dotations liées aux prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux ont augmenté, et ce, principalement dans le cas du secteur d'activité du pétrole et du gaz. L'incidence de l'aide gouvernementale et des programmes de report de paiement liés à la COVID-19 contribue à la baisse des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens depuis la deuxième moitié de 2020.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations au cours de la période puisqu'ils reflètent l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et l'incidence des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les conditions du marché ont une incidence sur la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence des renégociations de contrats de réassurance, de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres au cours de la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, ont également influé sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Dans l'ensemble, les frais autres que d'intérêt ont affiché une tendance à la hausse au cours de la période. La rémunération variable a fluctué au cours de la période, en phase avec les fluctuations des revenus et des bénéfices, y compris l'incidence des résultats inférieurs du deuxième trimestre de 2020. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été largement compensées dans les revenus, ont également entraîné des fluctuations des coûts liés au personnel et sont touchées par les conditions du marché. Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais de la période reflètent généralement l'accroissement des coûts engagés pour soutenir l'expansion des activités, y compris les coûts liés au personnel, ainsi que nos investissements continus dans la technologie et coûts connexes, notamment le numérique. Le quatrième trimestre de 2019 reflète les indemnités de départ et coûts connexes associés au repositionnement de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. À compter du deuxième trimestre de 2020, les frais autres que d'intérêt ont également été touchés par la rémunération additionnelle consentie à certains employés en raison de la pandémie de COVID-19, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients, ainsi que par d'autres coûts supplémentaires liés à cette pandémie, facteurs qui ont été plus que neutralisés par la diminution des dépenses discrétionnaires au cours de cette période.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Au deuxième trimestre de 2020, ce taux a diminué, ce qui s'explique essentiellement par le fait que, par rapport à la baisse des bénéfices, une plus grande partie du bénéfice exonéré d'impôts et du bénéfice a été dégagée dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés pour ce trimestre.

## Situation financière

## Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	149 588 \$	118 888 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	33 731	39 013
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	287 482	275 814
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	311 033	313 015
Prêts		
Prêts de détail	464 579	457 976
Prêts de gros	213 462	208 655
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 478)	(5 639)
Autres – Dérivés	110 917	113 488
– Autres (2)	105 837	103 338
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 671 151 \$</b>	<b>1 624 548 \$</b>
<b>Passif</b>		
Dépôts	1 054 597 \$	1 011 885 \$
Autres – Dérivés	106 071	109 927
– Autres (2)	411 048	406 102
Déventures subordonnées	9 186	9 867
<b>Total du passif</b>	<b>1 580 902</b>	<b>1 537 781</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>90 149</b>	<b>86 664</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	100	103
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>90 249</b>	<b>86 767</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 671 151 \$</b>	<b>1 624 548 \$</b>

(1) Inclut les titres de placement et les titres de négociation.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

## Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le total de l'actif a augmenté de 47 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2020. L'incidence du change a réduit le total de l'actif de 51 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont grimpé de 31 milliards de dollars, ou 26 %, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 5 milliards de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie à court terme. L'incidence du change a également accentué la diminution.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont progressé de 12 milliards de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction, qui reflète les conditions de marché favorables. La hausse des titres d'emprunt d'État et de sociétés a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'incidence du change.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont diminué de 2 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'incidence du change et de nos activités de gestion des liquidités, lesquelles ont été contrebalancées en grande partie par l'accroissement de la demande des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 12 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et des prêts de gros, ce qui a été atténué par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont reculé de 3 milliards de dollars, ou 2 %, du fait principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt et de titres de participation. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par la hausse de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs ont grimpé de 2 milliards de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de l'augmentation des créances sur activités de négociation de marchandises.

Le total du passif a crû de 43 milliards de dollars, ou 3 %. L'incidence du change a réduit le total du passif de 51 milliards de dollars.

Les dépôts ont augmenté de 43 milliards de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la hausse des dépôts des entreprises et de ceux de détail qui a résulté de l'intensification des activités des clients et de la baisse des dépenses des clients. L'accroissement des émissions de billets à terme fixe en raison des besoins de financement a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Les passifs dérivés ont diminué de 4 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt et de titres de participation. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par la hausse de la juste valeur des contrats de change.

Les autres passifs ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 1 %, du fait principalement de la hausse des obligations liées aux conventions de rachat, laquelle reflète l'intensification des activités de financement. L'accroissement des obligations liées aux titres venus à découvert et le relèvement des exigences en matière de garanties en trésorerie ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Le total des capitaux propres a augmenté de 3 milliards de dollars, ou 4 %, ce qui est attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes et de l'émission de billets de capital à recours limité.

## Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021. Nos transactions hors bilan importantes sont décrites aux pages 56 à 58 de notre rapport annuel 2020.

## Gestion du risque

### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2020.

## Risque de crédit par portefeuille, par secteur et par secteur géographique

Le tableau qui suit présente notre risque de crédit conformément aux catégories réglementaires définies par l'accord de Bâle et reflète notre exposition en cas de défaillance (ECD). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur.

(en millions de dollars canadiens)	Aux						31 octobre 2020	Risque total
	31 janvier 2021							
	Risque de crédit (1)			Risque de contrepartie (2)				
	Montant au bilan	Montant hors bilan (3)		Mise en pension de titres		Risque total		
	Engagements inutilisés	Autres (4)		Dérivés				
<b>Prêts de détail</b>								
Prêts résidentiels garantis (5)	343 318 \$	91 244 \$	– \$	– \$	– \$	434 562 \$	427 381 \$	
Prêts renouvelables admissibles (6)	29 198	90 252	–	–	–	119 450	92 107	
Autres prêts de détail	70 737	14 842	70	–	–	85 649	82 575	
<b>Total des prêts de détail</b>	<b>443 253</b>	<b>196 338</b>	<b>70</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>639 661</b>	<b>602 063</b>	
<b>Prêts de gros</b>								
Exploitations agricoles	9 981	2 097	34	–	86	12 198	11 556	
Industrie automobile	7 184	8 065	275	–	991	16 515	17 054	
Services bancaires	42 881	1 472	552	45 168	21 624	111 697	103 927	
Consommation discrétionnaire	14 219	9 276	482	–	852	24 829	24 898	
Biens de consommation de base	5 267	6 876	220	–	1 360	13 723	14 804	
Pétrole et gaz	7 470	10 645	1 673	–	2 838	22 626	22 671	
Services financiers	34 865	22 647	2 857	123 334	21 046	204 749	189 300	
Produits de financement	4 209	885	501	138	1 352	7 085	6 520	
Produits forestiers	1 101	981	142	–	30	2 254	2 172	
Administrations publiques	269 859	4 604	1 616	40 282	6 130	322 491	302 324	
Produits industriels	6 923	9 009	710	–	884	17 526	17 883	
Technologie de l'information	3 757	5 901	276	–	5 054	14 988	13 873	
Placements	18 265	2 974	426	9	93	21 767	21 279	
Mines et métaux	1 571	3 917	975	–	248	6 711	6 939	
Travaux publics et infrastructure	1 314	2 038	433	–	231	4 016	3 931	
Immobilier et autres	74 579	14 470	1 491	–	1 405	91 945	88 488	
Autres services	24 205	12 130	1 296	4	1 607	39 242	40 448	
Télécommunications et médias	5 254	7 719	79	–	1 963	15 015	14 273	
Transport	7 313	5 497	1 422	–	1 294	15 526	16 351	
Services publics	8 669	18 266	3 928	–	3 291	34 154	35 145	
Autres secteurs	1 404	731	3	23	7 307	9 468	11 655	
<b>Total des prêts de gros</b>	<b>550 290</b>	<b>150 200</b>	<b>19 391</b>	<b>208 958</b>	<b>79 686</b>	<b>1 008 525</b>	<b>965 491</b>	
<b>Risque total (7)</b>	<b>993 543 \$</b>	<b>346 538 \$</b>	<b>19 461 \$</b>	<b>208 958 \$</b>	<b>79 686 \$</b>	<b>1 648 186 \$</b>	<b>1 567 554 \$</b>	
<b>Par secteur géographique (8), (9)</b>								
Canada	697 532 \$	255 870 \$	8 035 \$	95 829 \$	25 397 \$	1 082 663 \$	1 004 797 \$	
États-Unis	192 154	63 951	7 886	47 910	24 752	336 653	334 612	
Europe	60 869	21 682	2 263	45 072	22 212	152 098	140 593	
Autres pays	42 988	5 035	1 277	20 147	7 325	76 772	87 552	
<b>Risque total (7)</b>	<b>993 543 \$</b>	<b>346 538 \$</b>	<b>19 461 \$</b>	<b>208 958 \$</b>	<b>79 686 \$</b>	<b>1 648 186 \$</b>	<b>1 567 554 \$</b>	

(1) L'ECD liée aux expositions standards est présentée déduction faite de la correction de valeur des actifs dépréciés, et l'ECD associée aux expositions fondées sur des notations internes est présentée avant déduction de la correction de valeur pour pertes de crédit et des sorties du bilan partielles, conformément aux définitions données dans la réglementation.

(2) L'ECD associée au risque de contrepartie reflète le risque calculé après compensation. Dans le cas des mises en pension, les sûretés sont prises en compte dans l'ECD dans la mesure autorisée par les lignes directrices réglementaires. Les dérivés négociés en Bourse sont inclus dans les autres secteurs.

(3) L'ECD au titre des engagements de crédit inutilisés et d'autres montants hors bilan est présentée après application des facteurs de conversion du crédit.

(4) Inclut les autres éléments hors bilan, telles les lettres de crédit et les garanties.

(5) Inclut les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit non garanties ainsi que les produits de protection contre les découverts. Depuis le premier trimestre de 2021, nous appliquons de manière prospective les changements de méthodologie transitoires au cadre de titrisation, conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres, ce qui entraîne une augmentation des expositions non utilisées et utilisées.

(7) Ne tient pas compte de la titrisation, des titres de participation du portefeuille d'intermédiation bancaire ni des autres actifs qui ne sont pas assujettis à l'approche standard ou à celle fondée sur les notations internes. Ne tient pas non plus compte des risques auxquels nous sommes exposés par l'intermédiaire du *Paycheck Protection Program* instauré par le gouvernement des États-Unis au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails sur ce programme, se reporter à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021.

(8) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

(9) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le risque de crédit total a augmenté de 81 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'adoption des changements de méthodologie transitoires au cadre de titrisation au premier trimestre de 2021, l'augmentation des dépôts auprès de la Banque du Canada, le nombre accru de transactions de mise en pension de titres et la croissance des volumes de nos portefeuilles de prêts résidentiels garantis. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a grimpé de 38 milliards de dollars, ou 6 %, ce qui est surtout attribuable à l'adoption des changements de méthodologie transitoires au cadre de titrisation décrite précédemment, qui a eu une incidence sur les portefeuilles de prêts renouvelables admissibles et la croissance du volume des portefeuilles de prêts résidentiels garantis.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 43 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de l'augmentation des dépôts auprès de la Banque du Canada dans le cadre de nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme et du nombre accru de transactions de mise en pension de titres, qui reflète l'accroissement de la demande des clients. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

Sur le plan géographique, notre risque de crédit est resté essentiellement le même qu'au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'est établi respectivement à 66 %, 20 %, 9 % et 5 % (respectivement à 64 %, 21 %, 9 % et 6 % au 31 octobre 2020).

### Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client <sup>(1), (2)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 octobre 2020
	31 janvier 2021								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Royaume-Uni	11 283 \$	12 694 \$	879 \$	4 973 \$	14 644 \$	5 800 \$	9 385 \$	29 829 \$	24 957 \$
Allemagne	1 963	7 604	2	177	5 128	2 384	2 234	9 746	10 231
France	1 428	5 388	22	253	1 223	4 793	1 075	7 091	4 442
<b>Total Royaume-Uni, Allemagne, France</b>	<b>14 674</b>	<b>25 686</b>	<b>903</b>	<b>5 403</b>	<b>20 995</b>	<b>12 977</b>	<b>12 694</b>	<b>46 666</b>	<b>39 630</b>
Grèce	–	1	–	–	–	–	1	1	–
Irlande	667	22	472	44	701	9	495	1 205	1 208
Italie	110	131	–	3	110	62	72	244	245
Portugal	1	4	–	–	3	–	2	5	10
Espagne	387	167	1	16	36	4	531	571	520
<b>Total – Pays périphériques</b>	<b>1 165</b>	<b>325</b>	<b>473</b>	<b>63</b>	<b>850</b>	<b>75</b>	<b>1 101</b>	<b>2 026</b>	<b>1 983</b>
Luxembourg	2 699	3 648	61	76	2 355	2 759	1 370	6 484	9 724
Pays-Bas	1 033	920	41	136	799	8	1 323	2 130	2 398
Norvège	122	1 386	46	42	1 355	79	162	1 596	1 606
Suède	403	1 440	2	22	1 036	658	173	1 867	1 920
Suisse	1 084	9 975	193	40	964	9 533	795	11 292	6 407
Autres	1 642	2 368	84	132	1 422	1 052	1 752	4 226	4 472
<b>Total – Autres pays d'Europe</b>	<b>6 983</b>	<b>19 737</b>	<b>427</b>	<b>448</b>	<b>7 931</b>	<b>14 089</b>	<b>5 575</b>	<b>27 595</b>	<b>26 527</b>
<b>Risque net lié à l'Europe (4), (5)</b>	<b>22 822 \$</b>	<b>45 748 \$</b>	<b>1 803 \$</b>	<b>5 914 \$</b>	<b>29 776 \$</b>	<b>27 141 \$</b>	<b>19 370 \$</b>	<b>76 287 \$</b>	<b>68 140 \$</b>

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 150,7 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (137,7 milliards au 31 octobre 2020) et 13,1 milliards à l'égard des dérivés (13,5 milliards au 31 octobre 2020).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 5,5 milliards de dollars (5,3 milliards au 31 octobre 2020), des dépôts de 25,4 milliards (19,1 milliards au 31 octobre 2020) et des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 14,8 milliards (14,6 milliards au 31 octobre 2020).
- (4) Exclut un risque de 2,5 milliards de dollars (2,5 milliards au 31 octobre 2020) lié aux organismes supranationaux, surtout au Luxembourg.
- (5) Reflète une tranche de 1,4 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,4 milliard au 31 octobre 2020).

### Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 8,1 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la hausse des dépôts auprès de banques centrales en Suisse, au Royaume-Uni et en France, partiellement contrebalancée par la baisse des dépôts auprès de la banque centrale du Luxembourg. La croissance du volume des prêts, principalement au Royaume-Uni, a également contribué à cette augmentation.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de souscription reflètent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Le montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à (11) millions de dollars pour le trimestre. Le montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 238 millions de dollars, le ratio du montant brut des prêts douteux ayant augmenté de 9 p.b. par rapport au dernier trimestre pour s'établir à 104 p.b., et ce, principalement dans le secteur de la consommation discrétionnaire.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2021					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (1)	Non assurés		Total	Total	
<b>Secteur géographique (2)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 374 \$	51 %	8 127 \$	49 %	16 501 \$	1 632 \$
Québec	13 103	35	24 857	65	37 960	3 144
Ontario	37 394	24	116 704	76	154 098	15 643
Alberta	21 173	52	19 686	48	40 859	5 697
Saskatchewan et Manitoba	9 366	48	10 326	52	19 692	2 058
Colombie-Britannique et territoires	14 415	24	45 469	76	59 884	7 611
Total – Canada (3)	103 825	32	225 169	68	328 994	35 785
États-Unis (4)	–	–	20 083	100	20 083	1 532
Autres pays (4)	–	–	2 855	100	2 855	1 339
Total – Autres pays	–	–	22 938	100	22 938	2 871
<b>Total</b>	<b>103 825 \$</b>	<b>30 %</b>	<b>248 107 \$</b>	<b>70 %</b>	<b>351 932 \$</b>	<b>38 656 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2020					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (1)	Non assurés		Total	Total	
<b>Secteur géographique (2)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 181 \$	51 %	7 824 \$	49 %	16 005 \$	1 684 \$
Québec	13 265	36	24 059	64	37 324	3 300
Ontario	37 779	26	110 247	74	148 026	16 147
Alberta	21 245	52	19 300	48	40 545	5 830
Saskatchewan et Manitoba	9 350	48	10 163	52	19 513	2 148
Colombie-Britannique et territoires	14 491	25	43 383	75	57 874	7 926
Total – Canada (3)	104 311	33	214 976	67	319 287	37 035
États-Unis (4)	1	–	20 331	100	20 332	1 651
Autres pays (4)	–	–	2 978	100	2 978	1 282
Total – Autres pays	1	–	23 309	100	23 310	2 933
<b>Total</b>	<b>104 312 \$</b>	<b>30 %</b>	<b>238 285 \$</b>	<b>70 %</b>	<b>342 597 \$</b>	<b>39 968 \$</b>

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la SCHL ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(2) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(3) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 329 milliards de dollars (319 milliards au 31 octobre 2020) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 300 milliards (291 milliards au 31 octobre 2020) et des prêts hypothécaires commerciaux de 11 milliards (10 milliards au 31 octobre 2020), dont une tranche de 7 milliards (7 milliards au 31 octobre 2020) est garantie, tous dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 31 octobre 2020) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

(4) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers.



## Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 janvier 2021			31 octobre 2020		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	77 %	36 %	74 %	77 %	35 %	74 %
De 25 à 30 ans	22	64	25	22	65	25
De 30 à 35 ans	1	–	1	1	–	1
Plus de 35 ans	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## Ratio prêt-valeur moyen

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2021		le 31 octobre 2020	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)
Provinces de l'Atlantique	73 %	75 %	75 %	75 %
Québec	72	74	73	73
Ontario	71	69	72	69
Alberta	73	72	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	75
Colombie-Britannique et territoires	70	67	70	67
États-Unis	72	n.s.	72	n.s.
Autres pays	71	n.s.	70	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	72 %	69 %	72 %	70 %
<b>Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)</b>	<b>56 %</b>	<b>48 %</b>	<b>57 %</b>	<b>49 %</b>

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

## Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

### Dotation à la provision pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2021	le 31 octobre 2020	le 31 janvier 2020
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	168 \$	319 \$	343 \$
Gestion de patrimoine	(28)	51	(2)
Marchés des Capitaux	(19)	30	80
Services de soutien généraux et autres	–	(2)	–
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>121</b>	<b>398</b>	<b>421</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers</b>	<b>(11)</b>	<b>29</b>	<b>(2)</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>110 \$</b>	<b>427 \$</b>	<b>419 \$</b>
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	(63) \$	60 \$	34 \$
Prêts de gros	(34)	87	49
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>(97)</b>	<b>147</b>	<b>83</b>
Prêts de détail	180	158	271
Prêts de gros	38	93	67
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>218</b>	<b>251</b>	<b>338</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>121 \$</b>	<b>398 \$</b>	<b>421 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,07 %</b>	<b>0,23 %</b>	<b>0,26 %</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,13 %</b>	<b>0,15 %</b>	<b>0,21 %</b>

### Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada			
Prêts hypothécaires résidentiels	15 \$	10 \$	10 \$
Prêts aux particuliers	85	44	129
Prêts sur cartes de crédit	67	89	137
Prêts aux petites entreprises	9	9	12
Prêts de détail	176	152	288
Prêts de gros	34	11	6
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>210</b>	<b>163</b>	<b>294</b>
États-Unis			
Prêts de détail	(1)	2	(2)
Prêts de gros	(21)	52	55
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>(22)</b>	<b>54</b>	<b>53</b>
Autres pays			
Prêts de détail	5	4	(15)
Prêts de gros	25	30	6
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>30</b>	<b>34</b>	<b>(9)</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>218 \$</b>	<b>251 \$</b>	<b>338 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

### Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à 110 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 121 millions de dollars, en baisse de 300 millions de dollars, ou 71 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 7 p.b., en baisse de 19 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (97) millions de dollars, contre 83 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui tient principalement à la contrepassation de dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. En dépit des incertitudes qui subsistent en ce qui a trait aux effets de la pandémie de COVID-19, ces contrepassations sont largement attribuables à des améliorations de nos perspectives en matière de qualité du crédit pour le trimestre considéré.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 218 millions de dollars, soit un recul de 120 millions attribuable à la réduction des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux et aux recouvrements dans le secteur Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 175 millions de dollars, reflétant principalement la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré, tel que décrit plus haut, et la réduction des expositions, principalement dans nos

portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, par rapport aux dotations constituées pour l'exercice précédent. La réduction des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la diminution, mais a été atténuée par l'augmentation des dotations dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens et les recouvrements dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles au cours de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 26 millions de dollars, essentiellement dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), reflétant les recouvrements de prêts douteux principalement dans les secteurs de la consommation discrétionnaire et des biens de consommation de base au cours du trimestre considéré.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 99 millions de dollars, en raison principalement de la contrepassation des dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré, tel qu'il est décrit plus haut, et de la réduction des expositions par rapport aux dotations constituées pour l'exercice précédent. La réduction des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la baisse, en raison principalement des recouvrements au cours du trimestre considéré dans le secteur du pétrole et du gaz, contrastant avec les dotations constituées au cours de l'exercice précédent.

### **Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020**

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 121 millions de dollars, en baisse de 277 millions, ou 70 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 7 p.b., en baisse de 16 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (97) millions de dollars, contre 147 millions au trimestre précédent, ce qui tient principalement à la contrepassation de dotations au cours du trimestre considéré dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, contrastant avec les dotations constituées dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 218 millions de dollars, en baisse de 33 millions, reflétant la réduction des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux et les recouvrements dans le secteur Gestion de patrimoine, qui ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 151 millions de dollars, reflétant principalement la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens par rapport aux dotations constituées pour le trimestre précédent. En dépit des incertitudes qui subsistent en ce qui a trait aux effets de la pandémie de COVID-19, les contrepassations sont largement attribuables à des améliorations dans nos perspectives en matière de qualité du crédit et à la réduction des expositions dans certains portefeuilles. L'augmentation des dotations liées aux prêts productifs dans notre portefeuille de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens au trimestre précédent a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a reculé de 79 millions de dollars, reflétant principalement la réduction des dotations liées aux prêts productifs du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), laquelle est principalement attribuable aux changements défavorables dans les conditions macroéconomiques au trimestre précédent. Les recouvrements de prêts douteux dans certains secteurs d'activité au cours du trimestre considéré, notamment ceux de la consommation discrétionnaire et des biens de consommation de base, ont également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les recouvrements de prêts douteux dans le secteur d'activité des placements au cours du dernier trimestre.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 49 millions de dollars, en raison principalement de la réduction des dotations liées aux prêts douteux, principalement du fait des recouvrements au cours du trimestre considéré dans le secteur d'activité du pétrole et du gaz, contrastant avec les dotations constituées au cours du trimestre précédent.

**Montant brut des prêts douteux**

	Aux		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 726 \$	1 645 \$	1 689 \$
Gestion de patrimoine	289	345	344
Marchés des Capitaux	857	1 205	903
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 872 \$</b>	<b>3 195 \$</b>	<b>2 936 \$</b>
Canada (1)			
Prêts de détail	768 \$	692 \$	816 \$
Prêts de gros	708	754	709
Montant brut des prêts douteux	1 476	1 446	1 525
États-Unis (1)			
Prêts de détail	27	32	31
Prêts de gros	677	1 039	793
Montant brut des prêts douteux	704	1 071	824
Autres pays (1)			
Prêts de détail	215	216	235
Prêts de gros	477	462	352
Montant brut des prêts douteux	692	678	587
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 872 \$</b>	<b>3 195 \$</b>	<b>2 936 \$</b>
Prêts douteux, solde au début de la période	3 195 \$	3 857 \$	2 976 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	530	551	713
Remboursements nets (2)	(206)	(560)	(304)
Montants sortis du bilan	(314)	(394)	(399)
Autres (2), (3)	(333)	(259)	(50)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 872 \$	3 195 \$	2 936 \$
<b>Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations</b>			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,41 %	0,47 %	0,45 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,35 %	0,33 %	0,36 %
Services bancaires canadiens	0,28 %	0,26 %	0,29 %
Services bancaires dans les Antilles	4,36 %	4,59 %	4,46 %
Gestion de patrimoine	0,34 %	0,41 %	0,48 %
Marchés des Capitaux	0,84 %	1,22 %	0,89 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

**Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 2 872 millions de dollars, en baisse de 64 millions, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 41 p.b. a diminué de 4 p.b., ce qui rend compte de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, laquelle a été atténuée par l'augmentation des prêts douteux dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 37 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, principalement dans le secteur d'activité des autres services, facteur qui a été atténué par la diminution des prêts douteux dans la plupart des portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 55 millions de dollars, ou 16 %, ce qui est en bonne partie attribuable à la diminution des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement dans les secteurs d'activité de la consommation discrétionnaire et des biens de consommation de base, facteur qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation des prêts douteux dans le secteur d'activité des placements du secteur Gestion de patrimoine – International.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 46 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, y compris celui des services publics, facteur qui a été atténué par l'augmentation des prêts douteux dans les secteurs d'activité du transport et de la consommation discrétionnaire.

**Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020**

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 323 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 41 p.b. a diminué de 6 p.b., ce qui rend compte de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, laquelle a été atténuée par l'augmentation des prêts douteux dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 81 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, facteur qui a été contrebalancé en partie par la diminution des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 56 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement dans certains secteurs d'activité, dont la consommation discrétionnaire et les biens de consommation de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 348 millions de dollars, ou 29 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans les secteurs d'activité du pétrole et du gaz et de l'automobile.

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 391 \$	4 424 \$	2 714 \$
Gestion de patrimoine	365	404	254
Marchés des Capitaux	1 152	1 281	501
Services de soutien généraux et autres	6	6	2
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>5 914</b>	<b>6 115</b>	<b>3 471</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers</b>	<b>131</b>	<b>147</b>	<b>43</b>
<b>Total de la correction de valeur pour pertes de crédit</b>	<b>6 045 \$</b>	<b>6 262 \$</b>	<b>3 514 \$</b>
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 859 \$	2 932 \$	1 910 \$
Prêts de gros	2 161	2 234	746
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>5 020 \$</b>	<b>5 166 \$</b>	<b>2 656 \$</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>894</b>	<b>949</b>	<b>815</b>

### Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada			
Prêts de détail	195 \$	164 \$	200 \$
Prêts de gros	215	220	153
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	410	384	353
États-Unis			
Prêts de détail	1	1	2
Prêts de gros	175	267	159
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	176	268	161
Autres pays			
Prêts de détail	116	116	129
Prêts de gros	192	181	172
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	308	297	301
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>894 \$</b>	<b>949 \$</b>	<b>815 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

### Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 6 045 millions de dollars, en hausse de 2 531 millions, ou 72 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète essentiellement une augmentation de 2 443 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 5 020 millions de dollars, s'est accrue de 2 364 millions par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine attribuable à la pandémie de COVID-19.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 894 millions de dollars, a augmenté de 79 millions par rapport à il y a un an, en raison surtout de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Gestion de patrimoine.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers, d'un montant de 131 millions de dollars, s'est accrue de 88 millions par rapport à celle d'il y a un an, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux, principalement attribuable à la pandémie de COVID-19.

### Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 6 045 millions de dollars, en baisse de 217 millions, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement un recul de 201 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 5 020 millions de dollars, a diminué de 146 millions par rapport à celle du trimestre précédent, ce qui rend essentiellement compte de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Bien qu'il subsiste des incertitudes quant à l'incidence de la pandémie de COVID-19, la diminution est en grande partie attribuable à des améliorations dans nos perspectives en matière de qualité du crédit et à la réduction des expositions au cours du trimestre considéré. L'incidence du change a également accentué la diminution.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 894 millions de dollars, a diminué de 55 millions par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, laquelle a été atténuée par l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

## Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2020. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (« VAR en période de tensions ») et les exigences supplémentaires liées au risque.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB) qui découle principalement de produits bancaires traditionnels dont l'origine est le client, comme les dépôts et les prêts, et tiennent compte également des couvertures connexes ainsi que du risque de taux d'intérêt lié aux titres détenus aux fins de la gestion des liquidités. Les facteurs engendrant le RTIPB incluent la non-concordance entre la date de modification des taux des actifs et celle des passifs, les modifications des taux des actifs en regard de ceux des passifs en réponse à des scénarios touchant les taux du marché, et les autres caractéristiques des produits qui pourraient influencer sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, comme les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant l'échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2020. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2020.

## Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

### VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2021				31 octobre 2020		31 janvier 2020	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	17 \$	17 \$	30 \$	12 \$	23 \$	29 \$	22 \$	20 \$
Change	4	3	5	2	3	3	3	2
Marchandises	2	3	4	2	3	3	1	2
Taux d'intérêt (1)	36	40	56	29	47	45	13	13
Risque de crédit spécifique (2)	7	7	7	6	7	6	6	5
Effet de diversification (3)	(25)	(31)	n.s.	n.s.	(18)	(29)	(18)	(17)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>41 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>57 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>25 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>49 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>101 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>86 \$</b>	<b>74 \$</b>	<b>95 \$</b>	<b>84 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

n.s. non significatif

Depuis avril 2020, la période utilisée pour le calcul de la VAR inclut les turbulences du marché à partir de mars 2020.



### Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 39 millions de dollars, en hausse de 14 millions par rapport à il y a un an. Cette diminution est principalement attribuable à la prise en compte de la forte volatilité des marchés en mars 2020 dans la période historique actuelle utilisée pour le calcul de la VAR. Cela a eu une incidence principalement sur nos portefeuilles de titres à revenu fixe, facteur qui a été atténué par la réduction de l'exposition moyenne au risque de nos activités de négociation liées aux dérivés sur actions au cours du trimestre considéré.

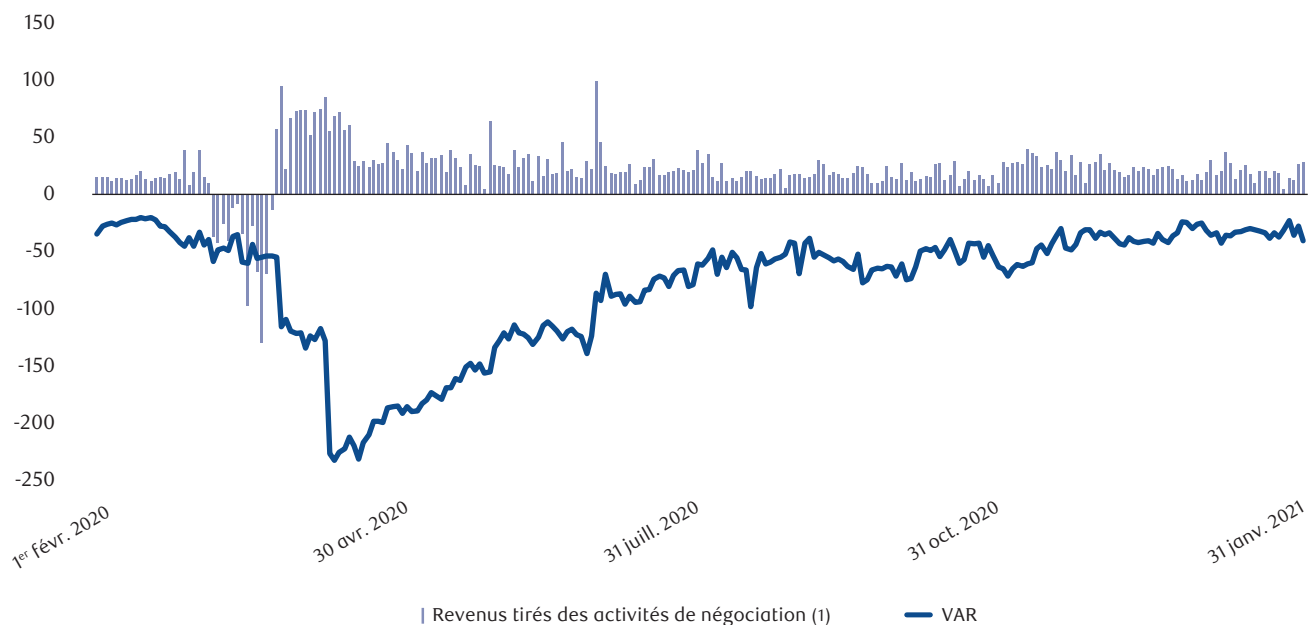
La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 55 millions de dollars, en baisse de 29 millions par rapport à il y a un an, en raison principalement de nos activités de négociation liées aux dérivés sur actions, tel qu'il est indiqué plus haut.

### Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et la moyenne de la VAR en période de tensions se sont établies respectivement à 39 millions de dollars et à 55 millions, en baisse respective de 18 millions et de 19 millions par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de nos activités de négociation de dérivés sur actions, tel qu'il est indiqué plus haut.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Pour les trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 31 octobre 2020, nous n'avons subi aucune perte de négociation nette.

Revenus tirés des activités de négociation (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



(1) Tient compte des engagements de souscription de prêts.

### Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 janvier 2021, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12,8 milliards de dollars (12,2 milliards au 31 octobre 2020).

### Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, ce qui évite que l'évaluation de la valeur économique des capitaux propres et les niveaux des taux des simulations du revenu net d'intérêt ne tombent sous un seuil moyen minimal de moins de 25 p.b. pour toutes les principales monnaies. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné, lesquels peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2021						31 octobre 2020		31 janvier 2020	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b. (2)	(1 614)\$	(268)\$	(1 882)\$	560 \$	276 \$	836 \$	(1 756)\$	818 \$	(1 564)\$	468 \$
diminution des taux de 100 p.b. (2)	1 265	168	1 433	(530)	(184)	(714)	1 321	(621)	1 143	(627)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Depuis le quatrième trimestre de 2020, les scénarios d'augmentation et de diminution de 100 p.b. des taux sur l'évaluation du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire ont été révisés sur une base prospective, conformément à la ligne directrice B-12 Gestion du risque de taux d'intérêt du BSIF. En conséquence, ils intègrent le risque lié à la valeur économique des capitaux propres et le risque lié au revenu net d'intérêt découlant des activités du portefeuille bancaire du secteur Marchés des Capitaux et de la portion des services de trésorerie du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie depuis le quatrième trimestre de 2020.

Au 31 janvier 2021, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 714 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse par rapport à 621 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 31 janvier 2021 aurait eu une incidence négative de 1 882 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en hausse par rapport à 1 756 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt a été attribuable en grande partie à l'augmentation de la demande et des dépôts à préavis, alors que la variation d'un trimestre à l'autre de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a essentiellement résulté de la croissance soutenue du portefeuille de capital de notre portefeuille bancaire. Pendant le premier trimestre de 2021, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

### Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

#### *Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global*

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 76,8 milliards de dollars au 31 janvier 2021, comparativement à 81,9 milliards au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Au 31 janvier 2021, notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 7 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un (1) point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 19 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un (1) point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du RTIPB au 31 janvier 2021 s'établissait à 73,9 milliards de dollars. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,5 milliard de dollars au 31 janvier 2021, contre 0,5 milliard au trimestre précédent.

#### *Risque de change lié aux activités autres que de négociation*

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de participation qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur convertie de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

**Dérivés liés aux activités autres que de négociation**

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Le cas échéant, nous choisissons d'appliquer à leur égard la comptabilité de couverture. Ces dérivés sont pris en compte dans notre évaluation du RTIPB et dans d'autres évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre RTIPB ainsi que pour les activités de financement et d'investissement. Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Nous utilisons également des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros.

Pour plus de détails sur l'application de la comptabilité de couverture et l'utilisation de dérivés aux fins des activités de couverture, se reporter aux notes 2 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2020.

**Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan**

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	149 588 \$	– \$	149 588 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	33 731	18 440	15 291	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	148 023	136 539	11 484	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	139 459	–	139 459	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	311 033	253 347	57 686	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	464 579	5 919	458 660	Taux d'intérêt
Prêts de gros	213 462	8 807	204 655	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 478)	–	(5 478)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 127	–	2 127	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	110 917	105 960	4 957	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	92 033	7 391	84 642	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>11 677</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 671 151 \$</b>	<b>536 403 \$</b>	<b>1 123 071 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 054 597 \$	121 815 \$	932 782 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 127	–	2 127	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 569	32 569	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	274 907	250 747	24 160	Taux d'intérêt
Dérivés	106 071	104 333	1 738	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	88 046	8 597	79 449	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 186	–	9 186	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>13 399</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 580 902 \$</b>	<b>518 061 \$</b>	<b>1 049 442 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>90 249</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 671 151 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Au 31 octobre 2020				
(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	118 888 \$	– \$	118 888 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	39 013	21 603	17 410	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	136 071	124 884	11 187	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	139 743	–	139 743	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	313 015	264 394	48 621	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	457 976	10 392	447 584	Taux d'intérêt
Prêts de gros	208 655	6 855	201 800	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 639)	–	(5 639)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 922	–	1 922	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	113 488	109 175	4 313	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	90 937	6 475	84 462	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>10 479</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 624 548 \$</b>	<b>543 778 \$</b>	<b>1 070 291 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 011 885 \$	107 450 \$	904 435 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 922	–	1 922	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	29 285	29 285	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	274 231	255 922	18 309	Taux d'intérêt
Dérivés	109 927	108 147	1 780	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	86 994	8 977	78 017	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 867	–	9 867	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>13 670</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 537 781 \$</b>	<b>509 781 \$</b>	<b>1 014 330 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>86 767</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 624 548 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2020.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

## Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

	Au 31 janvier 2021				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	149 588 \$	– \$	149 588 \$	3 666 \$	145 922 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	33 731	–	33 731	–	33 731
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	235 660	310 209	545 869	362 186	183 683
Autres titres	104 878	114 407	219 285	113 748	105 537
Autres actifs liquides (2)	28 584	–	28 584	26 711	1 873
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>552 441 \$</b>	<b>424 616 \$</b>	<b>977 057 \$</b>	<b>506 311 \$</b>	<b>470 746 \$</b>

	Au 31 octobre 2020				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	118 888 \$	– \$	118 888 \$	4 022 \$	114 866 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	39 013	–	39 013	–	39 013
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	236 910	309 512	546 422	358 233	188 189
Autres titres	93 781	101 317	195 098	89 764	105 334
Autres actifs liquides (2)	30 305	–	30 305	27 934	2 371
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>518 897 \$</b>	<b>410 829 \$</b>	<b>929 726 \$</b>	<b>479 953 \$</b>	<b>449 773 \$</b>

	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	291 003 \$	261 940 \$
Succursales à l'étranger	46 361	44 037
Filiales	133 382	143 796
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>470 746 \$</b>	<b>449 773 \$</b>

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés financiers; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

## Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

Le total des actifs liquides a augmenté de 47 milliards de dollars, ou 5 %, et le total des actifs liquides non grevés s'est accru de 21 milliards, ou 5 %, sous l'effet essentiellement de l'une hausse des dépôts auprès de banques centrales, qui reflète l'augmentation des dépôts des clients.

## Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 janvier 2021, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 28 % du total de l'actif (28 % au 31 octobre 2020).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2021					31 octobre 2020				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)		Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)		Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	3 666 \$	145 922 \$	– \$	149 588 \$	– \$	4 022 \$	114 866 \$	– \$	118 888 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	–	33 731	–	33 731	–	–	39 013	–	39 013
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	52 656	–	99 899	3 486	156 041	48 505	–	91 245	3 684	143 434
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	12 634	–	126 772	53	139 459	13 337	–	126 353	53	139 743
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	422 751	17 587	31 568	5 851	477 757	400 807	17 209	37 879	5 037	460 932
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	31 212	–	37 968	–	69 180	31 460	–	40 050	–	71 510
Prêts hypothécaires	62 108	–	26 490	194 154	282 752	62 131	–	26 389	182 567	271 087
Prêts autres qu'hypothécaires	3 806	–	10 629	98 212	112 647	5 711	–	12 006	97 662	115 379
Prêts de gros	–	–	–	213 462	213 462	–	–	–	208 655	208 655
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(5 478)	(5 478)	–	–	–	(5 639)	(5 639)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	2 127	2 127	–	–	–	1 922	1 922
Autres										
Dérivés	–	–	–	110 917	110 917	–	–	–	113 488	113 488
Autres (5)	26 711	–	1 873	75 126	103 710	27 934	–	2 371	71 111	101 416
<b>Total de l'actif</b>	<b>611 878 \$</b>	<b>21 253 \$</b>	<b>514 852 \$</b>	<b>697 910 \$</b>	<b>1 845 893 \$</b>	<b>589 885 \$</b>	<b>21 231 \$</b>	<b>490 172 \$</b>	<b>678 540 \$</b>	<b>1 779 828 \$</b>

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles. De plus, ils comprennent des prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales, y compris ceux mis en gage à la Banque du Canada conformément aux nouveaux critères d'admissibilité annoncés au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails sur les programmes de soutien aux liquidités et au financement annoncés au cours de l'exercice 2020, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020.
- (4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 17,6 milliards de dollars (17,2 milliards au 31 octobre 2020) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.



### Profil des dépôts et du financement

Au 31 janvier 2021, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 716 milliards de dollars, ou 52 % du total du financement (708 milliards, ou 54 %, au 31 octobre 2020). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 janvier 2021, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 39 901 millions de dollars (37 365 millions au 31 octobre 2020).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

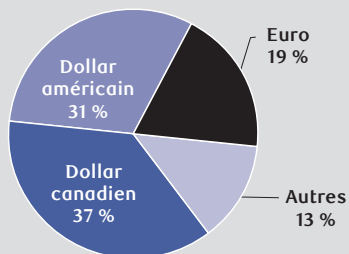
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

#### Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base aux États-Unis – 40 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>Programme mondial d'obligations sécurisées – 60 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

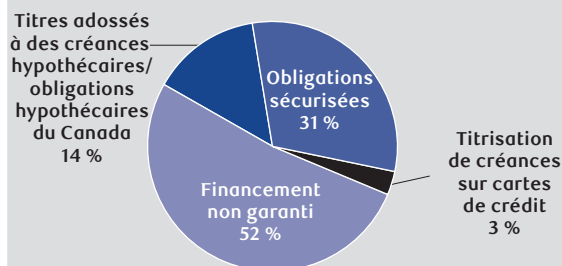
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Le tableau ci-après montre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	11 689 \$	361 \$	70 \$	– \$	12 120 \$	– \$	– \$	12 120 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	6 124	14 356	10 640	31 961	63 081	–	–	63 081
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	2 030	2 251	3 836	4 496	12 613	–	–	12 613
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	880	4 983	7 667	4 375	17 905	13 797	36 209	67 911
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	419	590	292	1 133	2 434	1 400	8 449	12 283
Titrisation de prêts hypothécaires	–	265	1 730	793	2 788	3 441	11 544	17 773
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	–	5 798	1 890	3 994	11 682	7 044	24 138	42 864
Passif subordonné	–	–	–	1 000	1 000	253	7 677	8 930
Autres <sup>(7)</sup>	8 287	438	934	229	9 888	630	6 459	16 977
<b>Total</b>	<b>29 429 \$</b>	<b>29 042 \$</b>	<b>27 059 \$</b>	<b>47 981 \$</b>	<b>133 511 \$</b>	<b>26 565 \$</b>	<b>94 476 \$</b>	<b>254 552 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	9 016 \$	8 562 \$	7 649 \$	9 427 \$	34 654 \$	10 485 \$	35 682 \$	80 821 \$
– Financement non garanti	20 413	20 480	19 410	38 554	98 857	16 080	58 794	173 731

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2020							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	8 681 \$	133 \$	73 \$	– \$	8 887 \$	– \$	– \$	8 887 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	2 542	6 858	11 145	23 783	44 328	–	–	44 328
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	2 618	2 167	1 381	6 081	12 247	–	–	12 247
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	37	4 466	9 836	7 163	21 502	9 413	37 259	68 174
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	230	165	401	1 136	1 932	1 485	5 333	8 750
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 171	267	2 178	3 616	2 561	12 225	18 402
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	–	3 688	5 919	5 131	14 738	6 896	23 196	44 830
Passif subordonné	–	1 499	–	1 000	2 499	205	6 870	9 574
Autres <sup>(7)</sup>	7 906	892	1 134	1 037	10 969	624	6 726	18 319
<b>Total</b>	<b>22 014 \$</b>	<b>21 039 \$</b>	<b>30 156 \$</b>	<b>47 509 \$</b>	<b>120 718 \$</b>	<b>21 184 \$</b>	<b>91 609 \$</b>	<b>233 511 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	10 089 \$	7 508 \$	7 643 \$	13 573 \$	38 813 \$	9 457 \$	35 421 \$	83 691 \$
– Financement non garanti	11 925	13 531	22 513	33 936	81 905	11 727	56 188	149 820

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 7 560 millions de dollars (8 199 millions au 31 octobre 2020), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 1 659 millions (2 036 millions au 31 octobre 2020), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 7 751 millions (8 071 millions au 31 octobre 2020) et des avances de FHLB (garanties) de 7 millions (13 millions au 31 octobre 2020).

### Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2020.

### Notations (1)

	Au 23 février 2021			
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang existante (2)	Dette à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA+	AA	négative
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente, ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 18 novembre 2020, Moody's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (5) Le 28 octobre 2020, Standard & Poor's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (6) Le 13 janvier 2021, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective négative.
- (7) Le 11 juin 2020, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 janvier 2021			31 octobre 2020		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	339 \$	79 \$	124 \$	318 \$	78 \$	149 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	185	–	–	187	–	–

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

### Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2021		le 31 octobre 2020	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>				
Total des actifs liquides de haute qualité		358 263 \$		362 130 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>				
<b>Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :</b>				
Dépôts stables (3)	342 110 \$	32 398 \$	328 988 \$	31 305 \$
Dépôts moins stables	117 124	3 514	112 745	3 382
<b>Financement de gros non garanti, dont :</b>				
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (4)	224 986	28 884	216 243	27 923
Dépôts non opérationnels	389 166	176 715	381 795	175 207
Dettes non garanties	172 026	40 700	166 253	39 457
<b>Financement de gros garanti</b>		27 683		26 032
<b>Exigences supplémentaires, dont :</b>				
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	258 123	59 131	253 070	58 184
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	43 573	17 098	43 442	16 668
Facilités de crédit et de liquidité	7 895	7 895	8 524	8 524
<b>Autres obligations de financement contractuelles (5)</b>	206 655	34 138	201 104	32 992
<b>Autres obligations de financement conditionnelles (6)</b>	20 649	20 649	18 928	18 928
<b>Total des sorties de trésorerie</b>	571 739	8 779	563 574	8 682
<b>Entrées de trésorerie</b>				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)				
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	239 120 \$	39 987 \$	260 609 \$	40 151 \$
Autres entrées de trésorerie	11 870	7 035	10 408	6 121
<b>Total des entrées de trésorerie</b>	24 322	24 322	21 656	21 656
		71 344 \$		67 928 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		358 263 \$		362 130 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		254 011		250 410
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		141 %		145 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 correspond à une moyenne de 61 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes. Notre ratio de liquidité à court terme est actuellement élevé du fait de la pandémie de COVID-19 persistante. Nos niveaux de liquidité depuis le début de la pandémie résultent pour l'essentiel de l'augmentation des dépôts des clients attribuable aux effets de la pandémie, et aux mesures prises par les banques centrales à cet égard, qui se sont fait sentir dans tout le secteur.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 89 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont

classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

### **Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020**

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2021 s'est établie à 141 %, ce qui représente un excédent d'environ 104 milliards de dollars par rapport au taux de 145 % et à un excédent d'environ 112 milliards au trimestre précédent. Les niveaux du ratio de liquidité à court terme sont demeurés relativement stables par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2020, la croissance des prêts ayant été en grande partie annulée par une augmentation soutenue des dépôts de clients. Nous nous attendons à ce que les politiques et les mesures adoptées par les banques centrales continuent d'influer sur les niveaux de liquidité, et nous continuerons de gérer notre ratio de liquidité à court terme en fonction de l'évolution de ces politiques et d'autres pans du secteur.

### **Ratio de liquidité à long terme**

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

À compter du premier trimestre de 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure communiquent leur ratio de liquidité à long terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle. Les montants indiqués dans le présent modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

## Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 janvier 2021				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
<b>Élément de financement stable disponible</b>					
<b>Fonds propres :</b>	– \$	– \$	– \$	99 933 \$	99 933 \$
<i>Fonds propres réglementaires</i>	–	–	–	99 933	99 933
<i>Autres instruments de fonds propres</i>	–	–	–	–	–
<b>Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :</b>	318 094	60 356	20 405	21 409	388 294
<i>Dépôts stables (3)</i>	104 096	31 141	10 962	9 091	147 979
<i>Dépôts moins stables</i>	213 998	29 215	9 443	12 318	240 315
<b>Financement de gros :</b>	285 265	410 736	43 853	99 813	283 373
<i>Dépôts opérationnels (4)</i>	175 200	–	–	–	87 600
<i>Autres financements de gros</i>	110 065	410 736	43 853	99 813	195 773
<b>Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)</b>	–	3 326	1 575	27 683	–
<b>Autres passifs :</b>	36 564		212 524		12 638
<i>Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			15 750		
<i>Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus</i>	36 564	184 114	44	12 616	12 638
<b>Total du financement stable disponible</b>					784 238 \$
<b>Élément de financement stable exigé</b>					
<b>Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme</b>					35 246 \$
<b>Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles</b>	–	3 004	–	–	1 502
<b>Prêts et titres productifs :</b>	159 627	273 693	111 171	376 684	531 543
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1</i>	–	122 072	9 576	102	12 827
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions financières non garantis</i>	4 441	60 661	27 687	12 543	37 375
<i>Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :</i>	93 014	71 740	35 634	134 216	242 117
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	–	1 404	1 490	5 018	4 831
<i>Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :</i>	37 728	17 560	37 398	213 766	203 030
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	37 728	17 464	37 321	212 324	201 719
<i>Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse</i>	24 444	1 660	876	16 057	36 194
<b>Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)</b>	–	3 326	1 575	27 683	–
<b>Autres actifs :</b>	1 873		272 582		72 180
<i>Produits de base physiques, y compris l'or</i>	1 873				1 592
<i>Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale</i>			14 902		12 667
<i>Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			22 589		6 838
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée</i>			36 343		1 817
<i>Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus</i>	–	150 413	70	48 265	49 266
<b>Éléments hors bilan</b>		584 352	–	–	21 575
<b>Total du financement stable exigé</b>					662 046 \$
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>					118 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au cours de l'exercice 2020.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme et Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la *Loi nationale sur l'habitation*, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières



garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Notre ratio de liquidité à long terme est actuellement élevé, en raison principalement de l'augmentation des dépôts des clients attribuable aux effets de la pandémie, et aux mesures prises par les banques centrales à cet égard, qui se sont fait sentir dans tout le secteur.

### Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	180 806 \$	1 \$	– \$	– \$	10 \$	– \$	– \$	– \$	2 502 \$	183 319 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	84 588	28	28	80	27	24	89	9 860	53 299	148 023
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 688	7 658	5 591	9 262	9 068	23 600	28 276	51 813	503	139 459
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	146 637	77 142	30 320	19 790	15 850	2	–	–	21 292	311 033
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	26 602	18 723	27 798	25 633	27 086	136 842	276 030	56 079	77 770	672 563
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 206	6 640	16	–	5	–	5	–	(116)	18 756
Dérivés	6 034	8 102	4 963	3 232	5 702	10 526	21 014	51 341	3	110 917
Autres actifs financiers	32 811	3 033	1 557	76	224	240	261	2 048	3 241	43 491
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>493 372</b>	<b>121 327</b>	<b>70 273</b>	<b>58 073</b>	<b>57 972</b>	<b>171 234</b>	<b>325 675</b>	<b>171 141</b>	<b>158 494</b>	<b>1 627 561</b>
Autres actifs non financiers	5 493	1 513	1 017	40	434	2 249	2 126	5 824	24 894	43 590
<b>Total de l'actif</b>	<b>498 865 \$</b>	<b>122 840 \$</b>	<b>71 290 \$</b>	<b>58 113 \$</b>	<b>58 406 \$</b>	<b>173 483 \$</b>	<b>327 801 \$</b>	<b>176 965 \$</b>	<b>183 388 \$</b>	<b>1 671 151 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	97 380 \$	54 660 \$	42 228 \$	31 218 \$	35 159 \$	25 554 \$	55 165 \$	16 895 \$	602 794 \$	961 053 \$
Emprunts garantis	2 089	3 763	7 787	5 618	1 371	8 904	17 875	6 272	–	53 679
Obligations sécurisées	–	5 296	1 314	2 397	882	3 971	17 283	8 722	–	39 865
Autres										
Acceptations	12 213	6 641	15	–	3	–	–	–	9	18 881
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 569	–	–	–	–	–	–	–	–	32 569
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	206 486	46 307	1 452	1 488	176	4 957	–	–	14 041	274 907
Dérivés	5 616	8 353	4 688	3 223	4 407	9 504	21 705	48 569	6	106 071
Autres passifs financiers	36 522	1 888	1 223	337	507	854	2 070	10 643	565	54 609
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	196	2 159	6 831	–	9 186
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>392 875</b>	<b>126 908</b>	<b>58 707</b>	<b>44 281</b>	<b>42 505</b>	<b>53 940</b>	<b>116 257</b>	<b>97 932</b>	<b>617 415</b>	<b>1 550 820</b>
Autres passifs non financiers	1 225	1 052	297	982	2 796	848	850	12 707	9 325	30 082
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	90 249	90 249
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>394 100 \$</b>	<b>127 960 \$</b>	<b>59 004 \$</b>	<b>45 263 \$</b>	<b>45 301 \$</b>	<b>54 788 \$</b>	<b>117 107 \$</b>	<b>110 639 \$</b>	<b>716 989 \$</b>	<b>1 671 151 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	575 \$	1 696 \$	2 794 \$	2 078 \$	2 438 \$	1 200 \$	4 520 \$	663 \$	63 \$	16 027 \$
Engagements de crédit	3 214	9 807	15 776	9 660	15 265	53 484	153 137	14 503	3 170	278 016
Autres engagements liés au crédit	1 835	1 154	1 635	1 421	1 534	225	940	6	84 333	93 083
Autres engagements	108	12	18	18	18	72	181	332	526	1 285
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>5 732 \$</b>	<b>12 669 \$</b>	<b>20 223 \$</b>	<b>13 177 \$</b>	<b>19 255 \$</b>	<b>54 981 \$</b>	<b>158 778 \$</b>	<b>15 504 \$</b>	<b>88 092 \$</b>	<b>388 411 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 31 octobre 2020										
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	155 418 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 481 \$	157 901 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	82 486	51	49	25	80	50	98	9 615	43 617	136 071
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 213	4 762	6 445	10 765	9 079	26 313	25 315	53 355	496	139 743
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2), (3)	147 453	62 905	47 211	25 083	9 990	2	–	–	20 371	313 015
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	24 334	21 593	24 742	28 236	25 951	132 783	266 935	56 253	80 165	660 992
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 157	6 402	50	–	–	–	5	–	(107)	18 507
Dérivés	5 035	10 946	4 932	3 433	2 726	13 550	20 205	52 650	11	113 488
Autres actifs financiers	32 713	2 741	1 520	499	71	323	257	2 099	2 692	42 915
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>462 809</b>	<b>109 402</b>	<b>84 949</b>	<b>68 041</b>	<b>47 897</b>	<b>173 021</b>	<b>312 815</b>	<b>173 972</b>	<b>149 726</b>	<b>1 582 632</b>
Autres actifs non financiers	4 540	1 411	97	860	234	1 939	1 802	5 988	25 045	41 916
<b>Total de l'actif</b>	<b>467 349 \$</b>	<b>110 813 \$</b>	<b>85 046 \$</b>	<b>68 901 \$</b>	<b>48 131 \$</b>	<b>174 960 \$</b>	<b>314 617 \$</b>	<b>179 960 \$</b>	<b>174 771 \$</b>	<b>1 624 548 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (4)										
Emprunts non garantis	74 636 \$	35 167 \$	53 458 \$	34 733 \$	29 763 \$	21 843 \$	58 702 \$	17 234 \$	590 020 \$	915 556 \$
Emprunts garantis	2 794	6 605	4 022	6 242	4 142	7 400	18 705	6 427	–	56 337
Obligations sécurisées	–	1 942	5 412	1 295	2 501	3 707	16 195	8 940	–	39 992
Autres										
Acceptations	12 158	6 401	50	–	–	–	–	–	9	18 618
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	29 285	–	–	–	–	–	–	–	–	29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2), (3)	215 814	19 396	20 606	376	1 492	4 971	–	–	11 576	274 231
Dérivés	4 467	11 553	4 423	3 355	2 709	11 900	20 985	50 396	139	109 927
Autres passifs financiers	34 767	2 183	1 133	484	435	851	2 180	10 994	563	53 590
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	205	110	9 552	–	9 867
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>373 921</b>	<b>83 247</b>	<b>89 104</b>	<b>46 485</b>	<b>41 042</b>	<b>50 877</b>	<b>116 877</b>	<b>103 543</b>	<b>602 307</b>	<b>1 507 403</b>
Autres passifs non financiers	1 053	5 395	209	212	193	951	1 010	11 910	9 445	30 378
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	86 767	86 767
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>374 974 \$</b>	<b>88 642 \$</b>	<b>89 313 \$</b>	<b>46 697 \$</b>	<b>41 235 \$</b>	<b>51 828 \$</b>	<b>117 887 \$</b>	<b>115 453 \$</b>	<b>698 519 \$</b>	<b>1 624 548 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	401 \$	1 745 \$	2 186 \$	3 137 \$	3 004 \$	700 \$	4 529 \$	1 383 \$	56 \$	17 141 \$
Engagements de crédit	5 285	4 803	14 821	16 163	12 306	45 633	161 524	16 876	4 828	282 239
Autres engagements liés au crédit	1 982	903	1 634	1 745	1 400	260	623	10	78 768	87 325
Autres engagements	7	14	20	20	20	82	209	344	551	1 267
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>7 675 \$</b>	<b>7 465 \$</b>	<b>18 661 \$</b>	<b>21 065 \$</b>	<b>16 730 \$</b>	<b>46 675 \$</b>	<b>166 885 \$</b>	<b>18 613 \$</b>	<b>84 203 \$</b>	<b>387 972 \$</b>

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (4) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

## Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2020. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices liées aux réformes de Bâle III du CBCB et les lignes directrices publiées en réponse à la pandémie de COVID-19, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2020, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %.

Le 13 mars 2020, en réponse aux bouleversements entraînés par la pandémie de COVID-19, et pour aider les banques canadiennes d'importance systémique intérieure à soutenir l'économie en fournissant davantage de crédit, le BSIF a annoncé une diminution de la réserve pour stabilité intérieure, qui passerait de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. À cette date, le BSIF s'est également engagé à ne pas accroître cette réserve pour une période de 18 mois. Le 8 décembre 2020, le BSIF a confirmé que la réserve pour stabilité intérieure serait maintenue à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, conformément à son engagement. Le 14 décembre 2020, le BSIF a confirmé qu'il s'attendait, tel qu'il l'avait annoncé initialement en mars 2020, à ce que toutes les banques interrompent tout processus d'augmentation des dividendes ou de rachat d'actions et précisé que certaines exceptions pourraient être acceptables en ce qui a trait aux dividendes spéciaux non récurrents, sous réserve de l'obtention des approbations requises.

Au deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19. Ces mesures et directives comprennent notamment :

- Ajustements réglementaires ayant trait à l'actif pondéré en fonction des risques, y compris des mesures temporaires qui seront en vigueur au moins jusqu'en avril 2021 pour réduire les multiplicateurs de la VAR en période de tensions qui passent de trois à un, et l'exclusion permanente des couvertures des ajustements de l'évaluation liés au financement du calcul du risque de marché.
- Modifications pour les augmentations de dotations à la provision pour pertes de crédit attendues liées aux fonds propres CET1 consistant à appliquer un montant majoré, ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un taux d'exclusion de 70 % pour les provisions de stade 1 et de stade 2 entre le premier trimestre de 2020 et les trimestres correspondants de l'exercice 2020. Par la suite, le taux d'exclusion sera respectivement ramené à 50 % et à 25 % pour les exercices 2021 et 2022. Ces modifications ne s'appliquent pas aux portefeuilles d'une institution financière qui sont calculés selon l'approche fondée sur les notations internes pour les trimestres au cours desquels l'institution affiche un déficit au titre des provisions.
- Exclusion des montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale et les titres d'émetteurs souverains qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité jusqu'au 31 décembre 2021.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené de 75 % à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III au premier trimestre de 2023.
- Clarification du traitement des ratios de fonds propres et de levier applicables à certains programmes d'aide publique. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2020, rubrique mise à jour ci-dessous.
  - Le 27 janvier 2021, le BSIF a fourni des indications sur le traitement, au regard des normes de fonds propres, des prêts octroyés dans le cadre du Programme de crédit pour les secteurs très touchés de la BDC, soulignant que la pondération du risque applicable doit se faire conformément aux directives réglementaires actuelles. De plus, le montant total des prêts doit être inclus dans le calcul du ratio de levier.

Le BSIF a évalué la nécessité de ces mesures d'assouplissement et continuera de le faire. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 31 janvier 2021	Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres (1)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	12,5 %	1,0 %	9,0 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	13,8 %	1,0 %	10,5 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	15,5 %	1,0 %	12,5 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	4,8 %	s.o.	3,0 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) En date du 13 mars 2020, conformément aux directives modifiées énoncées précédemment, le BSIF a fait passer le niveau de la réserve pour stabilité intérieure de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le 8 décembre 2020, le BSIF a confirmé que cette réserve serait maintenue à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques.

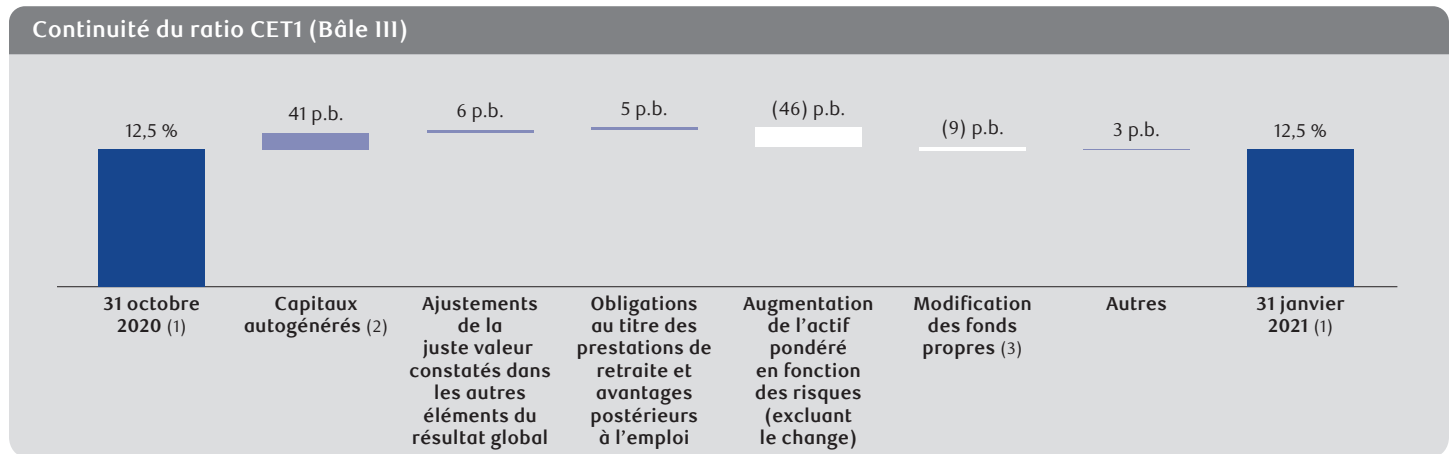
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Fonds propres (1)</b>			
Fonds propres CET1	69 555 \$	68 082 \$	63 054 \$
Fonds propres de première catégorie	76 733	74 005	68 709
Total des fonds propres	86 543	84 928	78 220
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>			
Risque de crédit	458 162 \$	448 821 \$	428 067 \$
Risque de marché	28 449	27 374	28 415
Risque opérationnel	70 908	70 047	67 243
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>557 519 \$</b>	<b>546 242 \$</b>	<b>523 725 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>			
Ratio CET1	12,5 %	12,5 %	12,0 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,8 %	13,5 %	13,1 %
Ratio du total des fonds propres	15,5 %	15,5 %	14,9 %
Ratio de levier	4,8 %	4,8 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 585,3 \$	1 552,9 \$	1 629,9 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

## Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Capitaux autogénérés d'un montant de 2,2 milliards de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

(3) Rend compte des modifications des fonds propres liées aux provisions de stades 1 et 2.

Notre ratio CET1 s'est établi à 12,5 %, soit au même niveau qu'au dernier trimestre, les capitaux autogénérés, l'incidence favorable des ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global et l'incidence favorable des rendements des actifs dans la détermination de nos obligations au titre des prestations de retraite ayant contrebalancé l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques et l'incidence de la réduction des modifications liées aux fonds propres découlant de la baisse du taux d'exclusion applicable aux provisions de stade 1 et de stade 2 admissibles, qui est passé de 70 % à 50 %, ainsi qu'une contrepassation de dotations au titre des prêts productifs au cours du trimestre considéré.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 13,8 %, a augmenté de 30 p.b., en raison des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio CET1 et de l'incidence favorable de l'émission des billets de capital à recours limité.

Notre ratio du total des fonds propres, soit 15,5 %, est demeuré inchangé, en raison principalement des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio de fonds propres de première catégorie et du remboursement net des débetures subordonnées.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 11,3 milliards de dollars, en raison surtout de l'expansion des activités principalement en ce qui concerne les prêts de détail et de gros, des changements de méthodes transitoires à notre cadre de titrisation à compter du premier trimestre de 2021, ainsi que de l'accroissement du risque de marché. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'incidence du change et les révisions nettes à la hausse des notations. L'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques de notre ratio CET1.

Notre ratio de levier de 4,8 % demeure inchangé par rapport au dernier trimestre, les capitaux autogénérés et l'émission des billets de capital à recours limité ayant été neutralisés par l'augmentation de l'exposition au ratio de levier.

La progression de 32,4 milliards de dollars des positions de levier découle surtout de l'expansion des activités, principalement en ce qui concerne la trésorerie et les montants à recevoir de banques, les titres et les prêts, laquelle a été annulée en partie par l'incidence du change et l'accroissement des modifications réglementaires concernant les réserves des banques centrales et l'admissibilité des titres d'émetteurs souverains en tant qu'actifs liquides de haute qualité.

### Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)			
<b>Fonds propres de première catégorie</b>			
Activités liées aux actions ordinaires			
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)			
		496	36 \$
Émission de billets de capital à recours limité (billets LRCN) de série 2 (2), (3), (4)			
	2 novembre 2020	1 250	1 250
<b>Fonds propres de deuxième catégorie</b>			
Rachat de débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 (3), (4)			
	20 janvier 2021		(1 500)\$
Émission de débetures subordonnées échéant le 28 janvier 2033 (3), (4)			
	28 janvier 2021		1 000 \$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 27 février 2020, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires, offre qui a commencé le 2 mars 2020 et qui prendra fin le 1<sup>er</sup> mars 2021 ou à une date antérieure si nous procédons au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre. Le nombre total d'actions ordinaires qui ont été rachetées et annulées aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, depuis son lancement, a été d'environ 0,4 million, pour un coût d'environ 39 millions de dollars. Conformément à l'annonce par le BSIF de son intention d'imposer un arrêt des rachats d'actions, nous avons cessé le rachat de nos actions ordinaires à compter du 13 mars 2020.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars de billets LRCN de série 2 au prix de 1 000 \$ chacun. Les billets LRCN de série 2 portent intérêt à un taux fixe de 4,0 % par année jusqu'au 24 février 2026 et, par la suite, à un taux annuel rajusté tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 3,617 % jusqu'à l'échéance, le 24 février 2081.

Le 20 janvier 2021, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 3,31 % en circulation échéant le 20 janvier 2026 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 28 janvier 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 1,67 % par année jusqu'au 28 janvier 2028, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,55 % jusqu'à leur échéance, le 28 janvier 2033.

### Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2021		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 424 357	17 664 \$	1,08 \$
Actions propres – actions ordinaires	(274)	(26)	
Actions ordinaires en circulation	1 424 083	17 638 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 392		
Exercibles	4 005		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (2), (3)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (2), (3)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (2), (3)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (2), (3)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (3)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (3)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (3)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (2), (3)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (2), (3)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO (2), (3)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série C-2 (4)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (2), (3), (5), (6)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (2), (3), (5), (7)	1 250	1 250	4,00 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	170 015	7 198	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (8)	16	17	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	170 031	7 215 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 539 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (9)		58	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(2) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.

(3) Instruments relatifs aux FPUNV.

(4) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.

(5) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

(6) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ) au prix de 1 000 \$ chacune. Les actions de série BQ ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN.

(7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR) au prix de 1 000 \$ chacune. Les actions de série BR ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN.

(8) Les montants positifs représentent une position vendeur dans des instruments en propre.

(9) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.



Le 19 février 2021, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 424 853 296, déduction faite des (455 158) actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 8 347 937.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM, BO, les billets LRCN de séries 1 et 2 et les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030 et le 28 janvier 2033, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 31 janvier 2021, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 3 946 millions d'actions ordinaires de RBC, d'où un effet dilutif de 73,48 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2021.

### Banques d'importance systémique mondiale selon 12 indicateurs d'évaluation <sup>(1)</sup>

Le CBCB et le CSF se servent de 12 indicateurs de la méthodologie d'évaluation pour déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Comme il a été indiqué précédemment, nous avons été désignés comme banque d'importance systémique mondiale par le CSF. Le tableau ci-après présente les 12 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination :

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2020	31 octobre 2019
<b>Activité transfrontalière <sup>(2)</sup></b>		
Créances transfrontalières	723 906 \$	701 483 \$
Passifs transfrontaliers	570 311	501 986
<b>Taille <sup>(3)</sup></b>		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	1 774 946	1 586 125
<b>Interdépendance <sup>(4)</sup></b>		
Actifs dans le système financier	187 039	124 110
Passifs dans le système financier	163 705	130 236
Titres en circulation	335 640	375 392
<b>Substituabilité/infrastructure financière <sup>(5)</sup></b>		
Activité de paiement	48 993 443	45 107 658
Actifs sous garde	4 473 237	4 387 931
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	374 919	293 438
<b>Complexité <sup>(6)</sup></b>		
Valeur nominale des dérivés hors cote	22 713 363	19 489 915
Titres détenus à des fins de transaction et titres de placement	59 664	63 309
Actifs de niveau 3	2 857	2 568

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2013 et les directives du CBCB de janvier 2021. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui exclut les filiales de RBC Assurances®. Pour connaître nos informations à fournir indépendantes sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2020, se reporter à l'information réglementaire à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs).

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la banque selon les règles de ratio de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III, avant ajustements réglementaires.

(4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(5) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de transaction, les titres de placement et les actifs de niveau 3.

### Exercice 2020 par rapport à l'exercice 2019

En 2020, le capital nominal des dérivés hors cote a augmenté sous l'effet surtout de l'intensification des activités de négociation sur les contrats de taux d'intérêt et les contrats de change. L'exposition totale liée au ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III s'est accrue en raison principalement de l'expansion des activités touchant essentiellement la trésorerie, les prêts et les titres, de l'incidence du change et de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16. Les autres différences par rapport à l'exercice précédent résultent essentiellement des fluctuations normales des activités commerciales, ainsi que des conséquences de la pandémie de COVID-19, y compris les paiements supplémentaires liés aux programmes d'aide du gouvernement et l'accroissement des niveaux de liquidités découlant de l'augmentation des dépôts des clients attribuable aux effets de la pandémie, et aux mesures prises par les banques centrales à cet égard, qui se sont fait sentir dans tout le secteur.

### Capacité totale d'absorption des pertes

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié la version définitive de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le Conseil de stabilité financière (CSF) à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1<sup>er</sup> novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Le 16 avril 2020, le BSIF a informé les banques d'importance systémique de leur obligation de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes minimal de 22,5 %. Ce ratio inclut la réserve pour stabilité intérieure, qui s'établit actuellement à 1,0 %. Le BSIF continue d'exiger un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 %. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'accroissement de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait continuer d'augmenter grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020 et de nos états financiers résumés du premier trimestre de 2021.

### Mise en application des méthodes, jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

La pandémie de COVID-19 continue d'évoluer et le contexte économique dans lequel nous exerçons nos activités risque d'être marqué par une volatilité persistante, ce qui pourrait continuer d'avoir une incidence sur nos résultats financiers, puisque la durée de la pandémie de COVID-19, l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales en réponse à la pandémie de COVID-19 et l'efficacité, l'offre et la disponibilité des vaccins demeurent encore incertaines. Certains jugements critiques sont particulièrement complexes dans le contexte actuel d'incertitude, et des montants sensiblement différents pourraient être présentés dans des conditions ou des hypothèses différentes. Nous continuons à surveiller et à évaluer les effets de la pandémie de COVID-19 sur nos jugements, estimations et hypothèses comptables critiques, qui sont décrits dans la note 2 de nos états financiers consolidés annuels.

### Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

#### Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté le *Cadre conceptuel* révisé. Les modifications n'ont pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté par anticipation les modifications de phase 2 à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, à IFRS 4 *Contrats d'assurance* et à IFRS 16 *Contrats de location* (les Modifications). Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

#### Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2021, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2021.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2020, de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	56	132	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		61-67, 253-254	–
	3	Risques connus et risques émergents		58-61	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	49-52	108-114	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		61-67	–
	6	Culture à l'égard du risque		63-67	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		118	–
	8	Simulation de crise		65, 81	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	51	108-114	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	20
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		108-114	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	21
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		68-72	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	21	
17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		65, 81	33	
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	40	89-90, 94-96	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	41, 44	91, 94	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	48-49	96-97	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	41-43	91-93	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	38-39	86-87	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	35-38	80-85	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		81	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		80-85	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	26-35	68-80, 188-196	22-23,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	71-77	126-131	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		69-72, 121, 154-158	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	24,29
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		73	35
30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		71-72	32	
Autres	31	Autres types de risque		99-107	–
	32	Événements publics comportant des risques		102-103, 239-241	–

\* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 et l'exercice clos le 31 octobre 2020.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

### Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
<b>Actif</b>		
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques</b>	149 588 \$	118 888 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	33 731	39 013
<b>Titres</b>		
Titres détenus à des fins de transaction	148 023	136 071
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	139 459	139 743
	287 482	275 814
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	311 033	313 015
<b>Prêts</b> (note 5)		
Prêts de détail	464 579	457 976
Prêts de gros	213 462	208 655
	678 041	666 631
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(5 478)	(5 639)
	672 563	660 992
<b>Actif net des fonds distincts</b>	2 127	1 922
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	18 756	18 507
Dérivés	110 917	113 488
Locaux et matériel	7 835	7 934
Goodwill	11 085	11 302
Autres immobilisations incorporelles	4 633	4 752
Autres actifs	61 401	58 921
	214 627	214 904
<b>Total de l'actif</b>	1 671 151 \$	1 624 548 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts</b> (note 6)		
Particuliers	348 304 \$	343 052 \$
Entreprises et gouvernements	660 064	624 311
Banques	46 229	44 522
	1 054 597	1 011 885
<b>Passif net des fonds distincts</b>	2 127	1 922
<b>Autres</b>		
Acceptations	18 881	18 618
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 569	29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	274 907	274 231
Dérivés	106 071	109 927
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 754	12 215
Autres passifs	69 810	69 831
	514 992	514 107
<b>Débiteures subordonnées</b> (note 9)	9 186	9 867
<b>Total du passif</b>	1 580 902	1 537 781
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 9)	7 215	5 945
Actions ordinaires (note 9)	17 638	17 499
Bénéfices non distribués	62 751	59 806
Autres composantes des capitaux propres	2 545	3 414
	90 149	86 664
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	100	103
<b>Total des capitaux propres</b>	90 249	86 767
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	1 671 151 \$	1 624 548 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (note 3)		
Prêts	5 507 \$	6 358 \$
Titres	1 276	1 742
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	389	2 009
Dépôts et autres	64	129
	7 236	10 238
<b>Charge d'intérêt</b> (note 3)		
Dépôts et autres	1 508	3 020
Autres passifs	641	1 914
Débitures subordonnées	52	83
	2 201	5 017
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 035</b>	<b>5 221</b>
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>		
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 809	1 994
Revenus tirés des activités de négociation	524	458
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 703	1 535
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 000	946
Commissions de courtage en valeurs mobilières	401	318
Frais bancaires	458	488
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	590	627
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	289	253
Revenus sur cartes	272	287
Commissions de crédit	332	360
Profits nets sur les titres de placement	35	11
Quote-part des bénéficiaires des coentreprises et des entreprises associées	25	22
Autres	470	316
	7 908	7 615
<b>Total des revenus</b>	<b>12 943</b>	<b>12 836</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b> (notes 4 et 5)	<b>110</b>	<b>419</b>
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	<b>1 406</b>	<b>1 614</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>		
Ressources humaines (note 7)	4 288	4 060
Matériel	493	462
Frais d'occupation	404	397
Communications	213	250
Honoraires	291	284
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	319	303
Autres	534	622
	6 542	6 378
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 885</b>	<b>4 425</b>
Impôt sur le résultat	1 038	916
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>3 509 \$</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>		
Actionnaires	3 845 \$	3 504 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	5
	3 847 \$	3 509 \$
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 10)	<b>2,66 \$</b>	<b>2,41 \$</b>
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 10)	<b>2,66</b>	<b>2,40</b>
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	<b>1,08</b>	<b>1,05</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>3 509 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>		
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>		
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	369	183
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(2)	(1)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(36)	(9)
	<b>331</b>	<b>173</b>
<b>Écarts de change</b>		
Profits (pertes) de change latents	(2 168)	411
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	792	(178)
	<b>(1 376)</b>	<b>233</b>
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	127	(174)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	45	(8)
	<b>172</b>	<b>(182)</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>		
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	781	(469)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(124)	(109)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	1
	<b>661</b>	<b>(577)</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>(212)</b>	<b>(353)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>3 635 \$</b>	<b>3 156 \$</b>
<b>Total du résultat global attribuable aux :</b>		
Actionnaires	3 637 \$	3 151 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	5
	<b>3 635 \$</b>	<b>3 156 \$</b>

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	47 \$	55 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	-	-
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(13)	(3)
Profits (pertes) de change latents	2	-
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	266	(62)
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	45	(63)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	16	(3)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	277	(167)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(44)	(39)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	(2)
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>596 \$</b>	<b>(284)\$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.



## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021											
	Autres composantes des capitaux propres									Total des capitaux propres		
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle		Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	5 948 \$	17 628 \$	(3) \$	(129) \$	59 806 \$	(139) \$	4 632 \$	(1 079) \$	3 414 \$	86 664 \$	103 \$	86 767 \$
<b>Solde au début de la période</b>	1 250	36	–	–	(3)	–	–	–	–	1 283	–	1 283
Variation des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	46	903	–	–	–	–	–	949	–	949
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(26)	(800)	–	–	–	–	–	(826)	–	(826)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 539)	–	–	–	–	(1 539)	–	(1 539)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(58)	–	–	–	–	(58)	(1)	(59)
Autres	–	–	–	–	41	–	–	–	–	41	–	41
Bénéfice net	–	–	–	–	3 845	–	–	–	–	3 845	2	3 847
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	661	331	(1 372)	172	(869)	(208)	(4)	(212)
<b>Solde à la fin de la période</b>	7 198 \$	17 664 \$	17 \$	(26) \$	62 751 \$	192 \$	3 260 \$	(907) \$	2 545 \$	90 149 \$	100 \$	90 249 \$

## Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020

	Autres composantes des capitaux propres											
	Autres composantes des capitaux propres									Total des capitaux propres		
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle		Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58) \$	55 874 \$	33 \$	4 221 \$	(6) \$	4 248 \$	83 416 \$	102 \$	83 518 \$
<b>Solde au début de la période</b>	–	18	–	–	–	–	–	–	–	18	–	18
Variation des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(641)	–	–	–	–	(727)	–	(727)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(8)	–	–	–	–	–	–	–	–	(8)	–	(8)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	33	1 566	–	–	–	–	–	1 599	–	1 599
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(33)	(1 580)	–	–	–	–	–	(1 613)	–	(1 613)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	–	2
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 496)	–	–	–	–	(1 496)	–	(1 496)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(65)	–	–	–	–	(65)	(1)	(66)
Autres	–	–	–	–	(322)	–	–	–	–	(322)	–	(322)
Bénéfice net	–	–	–	–	3 504	–	–	–	–	3 504	5	3 509
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(577)	173	233	(182)	224	(353)	–	(353)
<b>Solde à la fin de la période</b>	5 698 \$	17 577 \$	1 \$	(72) \$	56 279 \$	206 \$	4 454 \$	(188) \$	4 472 \$	83 955 \$	106 \$	84 061 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	3 847 \$	3 509 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	110	419
Amortissement	314	333
Impôt différé	332	14
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	320	311
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(24)	(22)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(41)	(12)
Pertes (profits) à la cession d'activités	–	8
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	539	858
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(221)	(98)
Impôt exigible	279	(255)
Actifs dérivés	2 571	7 578
Passifs dérivés	(3 856)	(3 932)
Titres détenus à des fins de transaction	(11 952)	1 504
Prêts, déduction faite de la titrisation	(11 375)	(11 635)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	1 982	(17 226)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	676	27 805
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 284	555
Dépôts, déduction faite de la titrisation	42 664	17 236
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(1 138)	(644)
Autres	2 502	(6 362)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>30 813</b>	<b>19 944</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	5 282	7 016
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	29 673	16 804
Achat de titres de placement	(33 181)	(35 200)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(429)	(745)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>1 345</b>	<b>(12 125)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission de débentures subordonnées	1 000	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	(1 500)	(2 000)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	31	16
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(727)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	1 247	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	(8)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	949	1 599
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(826)	(1 613)
Dividendes versés sur les actions et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(1 613)	(1 567)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(7)	2 779
Remboursement d'obligations locatives	(146)	(141)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>(866)</b>	<b>(163)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(592)	154
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>30 700</b>	<b>7 810</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	118 888	26 310
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>149 588 \$</b>	<b>34 120 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>		
Intérêts versés	2 134 \$	4 757 \$
Intérêts reçus	6 779	9 751
Dividendes reçus	655	658
Impôt sur le résultat payé	1 026	875

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,5 milliards de dollars au 31 janvier 2021 (2,5 milliards au 31 octobre 2020; 2,5 milliards au 31 janvier 2020; 2,6 milliards au 31 octobre 2019).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2020 et les notes annexes présentés aux pages 144 à 251 de notre rapport annuel 2020. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 23 février 2021, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2020. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020.

### Changements de méthodes comptables

#### Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel)

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté le Cadre conceptuel révisé, qui remplace le Cadre conceptuel publié en 2010. Le Cadre conceptuel n'est pas une norme et ne remplace en aucun cas les concepts et les exigences des normes. Il peut être utilisé pour élaborer des méthodes comptables uniformes lorsqu'aucune norme n'existe. Les révisions comprennent quelques nouveaux concepts, des définitions et des critères de comptabilisation des actifs et passifs mis à jour ainsi qu'une clarification de certains concepts importants. Ces modifications n'ont eu aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

#### Réforme des taux d'intérêt de référence

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons adopté par anticipation les modifications de la phase 2 à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*, à IFRS 4 *Contrats d'assurance* et à IFRS 16 *Contrats de location* (les « Modifications »). Les Modifications instaurent deux principaux allègements, qui s'appliquent aux changements apportés par suite directe de la réforme des taux d'intérêt de référence (la « Réforme ») et lorsque la transition des taux interbancaires offerts (les « taux interbancaires offerts ») aux taux de référence de remplacement se fait sur une base d'équivalent économique :

- Pour les modifications d'instruments financiers comptabilisés au coût amorti résultant de la Réforme qui sont négociées selon l'équivalent économique, les Modifications permettent de comptabiliser le remplacement du taux de référence prospectivement dans le taux d'intérêt effectif de l'instrument plutôt qu'en tant que profit ou perte immédiat;
- Les relations de couverture directement touchées par la Réforme qui satisfont aux critères de sélection pourront continuer d'appliquer la comptabilité de couverture après la transition vers les taux d'intérêt alternatifs.

#### Comptabilité de couverture

Nos méthodes comptables relatives à la comptabilité de couverture sont décrites aux notes 2 et 8 de notre rapport annuel 2020. Nous utilisons la comptabilité de couverture lorsque nous nous attendons à ce que la couverture, dès sa mise en place et au cours des périodes ultérieures, soit hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée et documentée dès sa mise en place pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. Pour ce qui est des changements associés à la Réforme, la documentation sur la couverture sera modifiée pour traiter du risque lié au taux d'intérêt de référence alternatif, ce qui inclut les modifications connexes à la description des instruments de couverture et des éléments couverts ainsi qu'à la méthode d'évaluation de l'efficacité de la couverture sans mettre fin à la relation de couverture si les exigences relatives au champ d'application sont satisfaites.

#### Couvertures de la juste valeur

La comptabilité de couverture s'applique lorsque le taux d'intérêt de référence désigné comme le risque couvert peut être identifié séparément comme une composante du risque de taux d'intérêt inhérent à l'instrument à taux fixe. En général, cette exigence est respectée lorsque le taux d'intérêt de référence ayant une incidence sur les variations de la juste valeur de l'instrument est largement accepté et utilisé. Pour que d'autres taux de référence soient admissibles à la comptabilité de couverture de juste valeur, l'exigence relative à l'identification distincte doit être respectée dans les 24 mois suivant la désignation initiale de ce taux dans une relation de couverture. Si, par la suite, nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce que le taux d'intérêt de référence alternatif ne puisse être identifié séparément dans ce délai, nous cesserons d'appliquer la comptabilité de couverture de façon prospective.

#### Couvertures de flux de trésorerie

Nous appliquons la comptabilité de couverture à des groupes d'actifs ou de passifs similaires lorsque des éléments individuels du groupe possèdent des caractéristiques de risque similaires et traitons ces éléments et les dérivés connexes comme une seule relation de couverture. Lorsque les flux de trésorerie couverts de certains éléments du groupe sont modifiés

pour se rapporter à un taux d'intérêt de référence alternatif avant que les autres éléments du groupe ne soient modifiés, les éléments couverts du groupe sont attribués à des sous-groupes en fonction du taux d'intérêt de référence couvert. Chaque sous-groupe est évalué séparément pour déterminer s'il satisfait aux critères d'admissibilité. Si un sous-groupe ne satisfait pas aux critères, nous mettrons fin à la comptabilité de couverture de façon prospective pour l'ensemble de la relation de couverture.

#### *Progrès et risques découlant de la transition vers des taux d'intérêt de référence alternatifs*

La transition des taux interbancaires offerts (« IBOR ») aux taux d'intérêt de référence alternatifs aura une incidence sur les instruments financiers indexés sur les IBOR ayant une échéance postérieure au 31 décembre 2021.

Se reporter à la note 2 de notre rapport annuel 2020 pour plus d'information sur notre programme de transition en lien avec la Réforme. Les mesures prises dans le cadre de la transition se concentrent sur deux axes de travail généraux : i) concevoir de nouveaux produits liés aux taux d'intérêt alternatifs sans risque et ii) convertir les contrats existants fondés sur le LIBOR en contrats fondés sur les taux alternatifs sans risque. Les principales mesures prises dans le cadre de la transition sont les suivantes :

- l'intégration continue de dispositions contractuelles dans les nouveaux produits fondés sur les IBOR qui nous permettent de déterminer de nouveaux taux de référence alternatifs à la cessation des IBOR (clauses de substitution);
- la mise au point de nouveaux produits pour les clients, y compris des dérivés sur taux d'intérêt et des prêts indexés sur les taux d'intérêt de référence alternatifs pertinents.

Le calendrier de notre programme dépend essentiellement de l'acceptation, dans l'ensemble des marchés, de produits liés aux nouveaux taux alternatifs sans risque, ainsi que de la volonté de nos clients d'adopter ces produits de remplacement et leur capacité à le faire. Les questions importantes que nous continuons d'évaluer comprennent notre offre de produits à nos clients, nos stratégies de financement à court et à long terme et nos programmes de couverture. Nous respectons les dates cibles recommandées par les organismes de réglementation pertinents pour l'abandon des produits fondés sur le LIBOR.

#### *Instruments financiers n'ayant pas encore été indexés sur un taux de référence alternatif*

Nos informations sont fournies en date du 1<sup>er</sup> novembre 2020 pour représenter les soldes d'ouverture de l'exercice se terminant le 31 octobre 2021 et seront mises à jour à la fin de l'exercice, à moins que les fluctuations n'indiquent une variation importante des risques découlant de la transition.

Les tableaux ci-dessous présentent nos expositions importantes à des instruments financiers indexés sur des taux d'intérêt de référence visés par la Réforme qui n'ont pas encore été remplacés par des taux d'intérêt de référence alternatifs et qui viennent à échéance après le 31 décembre 2021. Les changements apportés à nos expositions au cours du trimestre n'ont pas entraîné de changements importants aux risques liés à la transition depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2020		
	Actifs financiers non dérivés (1)	Passifs financiers non dérivés (2)	Capital nominal des dérivés (3)
LIBOR en dollar américain	79 123 \$	5 135 \$	4 894 150 \$
LIBOR en livre sterling	7 518	1 227	1 773 893
IBOR en autres devises	324	2 456	263 299
	<b>86 965 \$</b>	<b>8 818 \$</b>	<b>6 931 342 \$</b>
<b>Swaps sur devises</b>			
LIBOR en dollar américain – LIBOR en livre sterling	s.o.	s.o.	384 263 \$
Autres combinaisons	s.o.	s.o.	52 875
	<b>s.o.</b>	<b>s.o.</b>	<b>437 138 \$</b>
	<b>86 965 \$</b>	<b>8 818 \$</b>	<b>7 368 480 \$</b>

(1) Les actifs non dérivés représentent l'encours des prêts et la juste valeur des titres.

(2) Les passifs non dérivés représentent le solde des dépôts.

(3) Le capital nominal des dérivés exclut les swaps sur devises indexés sur de multiples taux LIBOR, qui sont présentés séparément dans la section « Swaps sur devises » du tableau.

s.o. sans objet

Dans le cours normal des activités, le capital nominal de nos dérivés peut fluctuer en ayant une incidence minime sur nos plans de conversion des IBOR.

Le tableau ci-dessous présente les engagements de prêt inutilisés indexés sur des taux d'intérêt de référence visés par la Réforme.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2020
<b>Engagements inutilisés autorisés et engagés</b>	
LIBOR en dollar américain	136 725 \$
LIBOR en livre sterling	7 533
IBOR en autres devises	1 370
	<b>145 628 \$</b>

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)**

Nous continuons de gérer des expositions importantes aux taux de référence qui n'ont pas annoncé de plans de cessation ou de réforme, notamment le CDOR (Canadian Dollar Offered Rate), le taux interbancaire offert en euro et le BBSW (Australian Bank Bill Swap Rate), qui sont exclus des tableaux ci-dessus.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers****Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers**

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2020. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2021							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	18 440 \$	– \$	– \$	15 291 \$	15 291 \$	33 731 \$	33 731 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	137 867	10 156	–	–	–	–	148 023	148 023
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	76 248	529	62 682	63 457	139 459	140 234
	137 867	10 156	76 248	529	62 682	63 457	287 482	288 257
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	253 348	–	–	–	57 685	57 686	311 033	311 034
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	–	255	260	–	461 051	469 144	461 566	469 659
Prêts de gros	8 055	2 339	817	–	199 786	202 128	210 997	213 339
	8 055	2 594	1 077	–	660 837	671 272	672 563	682 998
Autres								
Dérivés	110 917	–	–	–	–	–	110 917	110 917
Autres actifs (1)	3 680	–	–	–	57 655	57 655	61 335	61 335
<b>Passifs financiers</b>								
Dépôts								
Particuliers	182 \$	16 845 \$			331 277 \$	330 624 \$	348 304 \$	347 651 \$
Entreprises et gouvernements (2)	445	127 946			531 673	533 825	660 064	662 216
Banques (3)	–	13 765			32 464	32 466	46 229	46 231
	627	158 556			895 414	896 915	1 054 597	1 056 098
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 569	–			–	–	32 569	32 569
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	250 747			24 160	24 160	274 907	274 907
Dérivés	106 071	–			–	–	106 071	106 071
Autres passifs (4)	35	109			67 016	67 041	67 160	67 185
Débitures subordonnées	–	–			9 186	9 475	9 186	9 475

	Au 31 octobre 2020							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	21 603 \$	- \$	- \$	17 410 \$	17 410 \$	39 013 \$	39 013 \$
<b>Titres</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	126 027	10 044	-	-	-	-	136 071	136 071
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	81 395	525	57 823	58 627	139 743	140 547
	126 027	10 044	81 395	525	57 823	58 627	275 814	276 618
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	264 394	-	-	-	48 621	48 621	313 015	313 015
<b>Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable</b>								
Prêts de détail	-	253	260	-	454 429	462 884	454 942	463 397
Prêts de gros	6 197	2 363	744	-	196 746	198 753	206 050	208 057
	6 197	2 616	1 004	-	651 175	661 637	660 992	671 454
<b>Autres</b>								
Dérivés	113 488	-	-	-	-	-	113 488	113 488
Autres actifs (1)	3 414	-	-	-	57 065	57 065	60 479	60 479
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	104 \$	17 096 \$			325 852 \$	324 804 \$	343 052 \$	342 004 \$
Entreprises et gouvernements (2)	389	107 466			516 456	518 501	624 311	626 356
Banques (3)	-	18 015			26 507	26 518	44 522	44 533
	493	142 577			868 815	869 823	1 011 885	1 012 893
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	29 285	-			-	-	29 285	29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	255 922			18 309	18 309	274 231	274 231
Dérivés	109 927	-			-	-	109 927	109 927
Autres passifs (4)	80	86			65 712	65 719	65 878	65 885
Débiteures subordonnées	-	-			9 867	10 071	9 867	10 071

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

### Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont attribuables aux modifications du risque de crédit correspondent à l'écart entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et les variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, un profit de 462 millions de dollars était attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux actifs et passifs encore détenus et il n'y a eu aucune variation importante de la mesure dans laquelle les dérivés de crédit ou les instruments similaires limitaient l'exposition maximale au risque de crédit.



## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

## Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2021				31 octobre 2020					
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
<b>Actifs financiers</b>										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	18 440 \$	– \$		\$ 18 440 \$	– \$	21 603 \$	– \$		\$ 21 603 \$
<b>Titres</b>										
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	8 176	2 707	–		10 883	12 773	3 012	–		15 785
Provinces et municipalités	–	12 179	–		12 179	–	11 562	–		11 562
États, municipalités et organismes américains (1)	594	39 321	39		39 954	1 508	35 029	44		36 581
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	3 653	2 982	–		6 635	3 085	3 380	–		6 465
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	78	–		78	–	39	–		39
Titres adossés à des actifs	–	401	2		403	–	526	2		528
Titres non garantis par des créances	–	24 556	36		24 592	–	21 464	30		21 494
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	2 614	1 332		53 299	–	2 561	1 261		43 617
Titres de participation	49 353	2 614	1 332		53 299	39 795	2 561	1 261		43 617
	61 776	84 838	1 409		148 023	57 161	77 573	1 337		136 071
<b>Titres de placement</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	865	1 933	–		2 798	647	1 894	–		2 541
Provinces et municipalités	–	2 785	–		2 785	–	3 233	–		3 233
États, municipalités et organismes américains (1)	58	35 465	–		35 523	160	38 364	–		38 524
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	6 263	–		6 263	–	7 345	–		7 345
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 140	21		2 161	–	2 343	27		2 370
Titres adossés à des actifs	–	6 883	–		6 883	–	7 414	–		7 414
TGC (3)	–	759	–		759	–	854	–		854
Titres non garantis par des créances	–	18 922	154		19 076	–	18 954	160		19 114
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	147	336		529	38	152	335		525
Titres de participation	46	147	336		529	38	152	335		525
	969	75 297	511		76 777	845	80 553	522		81 920
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	–	253 348	–		253 348	–	264 394	–		264 394
<b>Prêts</b>	–	10 613	1 113		11 726	–	8 747	1 070		9 817
<b>Autres</b>										
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	46 829	386		47 215	1	53 720	501		54 222
Contrats de change	–	46 696	75		46 771	–	39 246	57		39 303
Dérivés de crédit	–	468	–		468	–	463	–		463
Autres contrats	2 484	15 591	39		18 114	4 458	16 767	36		21 261
Ajustements d'évaluation	–	(872)	8		(864)	–	(1 112)	8		(1 104)
Total des dérivés, montant brut	2 484	108 712	508		111 704	4 459	109 084	602		114 145
Ajustements de compensation	–	–	–		(787)	–	–	–		(657)
Total des dérivés	2 484	108 712	508		110 917	4 459	109 084	602		113 488
Autres actifs	1 399	2 272	9		3 680	1 154	2 207	53		3 414
	66 628 \$	553 520 \$	3 550 \$		(787) \$ 622 911 \$	63 619 \$	564 161 \$	3 584 \$		(657) \$ 630 707 \$
<b>Passifs financiers</b>										
<b>Dépôts</b>										
Particuliers	– \$	16 858 \$	169 \$		\$ 17 027 \$	– \$	17 061 \$	139 \$		\$ 17 200 \$
Entreprises et gouvernements	–	128 391	–		128 391	–	107 855	–		107 855
Banques	–	13 765	–		13 765	–	18 015	–		18 015
<b>Autres</b>										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	13 279	19 290	–		32 569	12 484	16 801	–		29 285
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	250 747	–		250 747	–	255 922	–		255 922
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	40 349	1 029		41 378	–	46 723	1 089		47 812
Contrats de change	–	44 189	33		44 222	–	38 210	35		38 245
Dérivés de crédit	–	586	–		586	–	531	–		531
Autres contrats	3 111	17 400	139		20 650	5 734	18 041	337		24 112
Ajustements d'évaluation	–	50	(28)		22	–	(84)	(32)		(116)
Total des dérivés, montant brut	3 111	102 574	1 173		106 858	5 734	103 421	1 429		110 584
Ajustements de compensation	–	–	–		(787)	–	–	–		(657)
Total des dérivés	3 111	102 574	1 173		106 071	5 734	103 421	1 429		109 927
Autres passifs	130	1	13		144	118	10	38		166
	16 520 \$	531 626 \$	1 355 \$		(787) \$ 548 714 \$	18 336 \$	519 085 \$	1 606 \$		(657) \$ 538 370 \$

(1) Au 31 janvier 2021, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 16 622 millions de dollars et à néant (20 520 millions et néant au 31 octobre 2020), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 8 446 millions et à 1 957 millions (9 487 millions et 2 137 millions au 31 octobre 2020).

(2) OCDE signifie « Organisation de coopération et de développement économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

### Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 janvier 2021, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2020.

### Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	44 \$	– \$	(1)\$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	39 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	–	–	3	–	14	(11)	36	–
Titres de participation	1 261	18	(33)	109	(23)	–	–	1 332	25
	1 337	18	(34)	112	(27)	14	(11)	1 409	25
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	(6)	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	160	–	(7)	–	1	–	–	154	s.o.
Titres de participation	335	–	(1)	–	2	–	–	336	s.o.
	522	–	(14)	–	3	–	–	511	s.o.
<b>Prêts</b>	1 070	(5)	7	82	3	16	(60)	1 113	18
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(588)	1	(1)	(3)	(39)	(3)	(10)	(643)	2
Contrats de change	22	13	3	5	(6)	1	4	42	10
Autres contrats	(301)	(11)	11	(17)	47	8	163	(100)	13
Ajustements d'évaluation	40	–	–	–	(4)	–	–	36	–
Autres actifs	53	(39)	(2)	–	(3)	–	–	9	(39)
	2 155 \$	(23)\$	(30)\$	179 \$	(26)\$	36 \$	86 \$	2 377 \$	29 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(139)\$	(29)\$	3 \$	(45)\$	13 \$	(72)\$	100 \$	(169)\$	(25)\$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(38)	22	1	–	2	–	–	(13)	22
	(177)\$	(7)\$	4 \$	(45)\$	15 \$	(72)\$	100 \$	(182)\$	(3)\$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020										
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus	
<b>Actif</b>										
<b>Titres</b>										
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Etats, municipalités et organismes américains	58 \$	- \$	- \$	- \$	(3)\$	- \$	- \$	55 \$		- \$
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	2	-	-	-	-	-	-	2		-
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	(1)	-	-	(1)	-	-	19		(1)
Titres de participation	1 219	(27)	4	71	(28)	-	(3)	1 236		(9)
	1 300	(28)	4	71	(32)	-	(3)	1 312		(10)
<b>Titres de placement</b>										
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	-	-	-	-	-	-	27		s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	153	-	5	-	-	-	-	158		s.o.
Titres de participation	294	-	-	-	(1)	-	-	293		s.o.
	474	-	5	-	(1)	-	-	478		s.o.
<b>Prêts</b>	680	26	-	318	(9)	8	(28)	995		28
<b>Autres</b>										
Soldes nets des dérivés (3)										
Contrats de taux d'intérêt	(585)	4	-	(36)	1	-	6	(610)		4
Contrats de change	21	1	-	11	-	(5)	(3)	25		(1)
Autres contrats	(195)	(15)	1	(2)	8	(10)	58	(155)		(8)
Ajustements d'évaluation	22	-	-	-	(6)	-	-	16		-
Autres actifs	77	7	-	-	(4)	-	-	80		7
	1 794 \$	(5)\$	10 \$	362 \$	(43)\$	(7)\$	30 \$	2 141 \$		20 \$
<b>Passif</b>										
<b>Dépôts</b>	(156)\$	(1)\$	- \$	(174)\$	10 \$	(16)\$	69 \$	(268)\$		3 \$
<b>Autres</b>										
Autres passifs	(60)	(4)	-	3	2	-	-	(59)		(4)
	(216)\$	(5)\$	- \$	(171)\$	12 \$	(16)\$	69 \$	(327)\$		(1)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des pertes latentes sur les titres de placement de 3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (profits de 4 millions au 31 janvier 2020) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2021 comprenait des actifs dérivés de 508 millions de dollars (529 millions au 31 janvier 2020) et des passifs dérivés de 1 173 millions (1 253 millions au 31 janvier 2020).

s.o. sans objet

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 138 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient ce qui suit :

- d'autres contrats de 163 millions de dollars qui sont composés de 199 millions de dollars de passifs liés aux dérivés en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données sur le marché, et de 36 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés, en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché;
- des dépôts de particuliers de 100 millions de dollars attribuables à un changement dans l'importance des données non observables.

### Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (1), (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 172 \$	2 985 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	102	309
Instruments financiers évalués au coût amorti	5 962	6 944
	<b>7 236</b>	<b>10 238</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (1)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	737	2 360
Instruments financiers évalués au coût amorti	1 464	2 657
	<b>2 201</b>	<b>5 017</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 035 \$</b>	<b>5 221 \$</b>

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, revenu d'intérêt et de dividende de 149 millions de dollars (132 millions au 31 janvier 2020) et charge d'intérêt de 1 million (2 millions au 31 janvier 2020).

(2) Inclut un revenu de dividende de 608 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (608 millions au 31 janvier 2020), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net.

## Note 4 Titres

### Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<b>Titres d'emprunt émis ou garantis par :</b>								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral (3)	2 840 \$	3 \$	(45)\$	2 798 \$	2 562 \$	1 \$	(22)\$	2 541 \$
Provinces et municipalités	2 821	10	(46)	2 785	3 237	27	(31)	3 233
États, municipalités et organismes américains (3)	35 253	445	(175)	35 523	38 523	323	(322)	38 524
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 260	11	(8)	6 263	7 336	11	(2)	7 345
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 177	2	(18)	2 161	2 418	5	(53)	2 370
Titres adossés à des actifs								
TGC	6 885	1	(3)	6 883	7 504	–	(90)	7 414
Titres non garantis par des créances	752	8	(1)	759	859	2	(7)	854
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	18 998	90	(12)	19 076	19 041	76	(3)	19 114
Titres de participation	277	253	(1)	529	276	253	(4)	525
	<b>76 263 \$</b>	<b>823 \$</b>	<b>(309)\$</b>	<b>76 777 \$</b>	<b>81 756 \$</b>	<b>698 \$</b>	<b>(534)\$</b>	<b>81 920 \$</b>

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 62 682 millions de dollars au 31 janvier 2021 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (57 823 millions au 31 octobre 2020).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de 5 millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2021 (8 millions au 31 octobre 2020) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 1 974 millions de dollars, 1 million, 18 millions et 1 957 millions au 31 janvier 2021 (2 185 millions, néant, 48 millions et 2 137 millions au 31 octobre 2020) respectivement.

## Note 4 Titres (suite)

**Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2021				le 31 janvier 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	12 \$	– \$	(4) \$	8 \$	4 \$	– \$	(7) \$	(3) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	(4)	–	–	(4)	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	3	(2)	(1)	–	–	(2)	(2)
Écart de change et autres	(1)	–	1	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	7 \$	3 \$	(5) \$	5 \$	6 \$	– \$	(9) \$	(3) \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2021				le 31 janvier 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	10 \$	19 \$	– \$	29 \$	5 \$	19 \$	– \$	24 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(5)	1	–	(4)	(2)	(1)	–	(3)
Écart de change et autres	–	(2)	–	(2)	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	8 \$	18 \$	– \$	26 \$	5 \$	17 \$	– \$	22 \$

**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	
<b>Titres de placement</b>								
<b>Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Qualité investissement	75 613 \$	36 \$	–	75 649 \$	80 719 \$	87 \$	–	80 806 \$
Qualité inférieure	447	–	–	447	431	1	–	432
Titres dépréciés	–	–	152	152	–	–	157	157
	<b>76 060</b>	<b>36</b>	<b>152</b>	<b>76 248</b>	<b>81 150</b>	<b>88</b>	<b>157</b>	<b>81 395</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				529				525
				<b>76 777 \$</b>				<b>81 920 \$</b>
<b>Titres au coût amorti</b>								
Qualité investissement	61 616 \$	– \$	–	61 616 \$	56 885 \$	– \$	–	56 885 \$
Qualité inférieure	840	252	–	1 092	647	320	–	967
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	<b>62 456</b>	<b>252</b>	<b>–</b>	<b>62 708</b>	<b>57 532</b>	<b>320</b>	<b>–</b>	<b>57 852</b>
Correction de valeur pour pertes de crédit	8	18	–	26	10	19	–	29
Coût amorti	<b>62 448 \$</b>	<b>234 \$</b>	<b>–</b>	<b>62 682 \$</b>	<b>57 522 \$</b>	<b>301 \$</b>	<b>–</b>	<b>57 823 \$</b>

(1) Comprend des titres dépréciés acquis de 152 millions de dollars (157 millions au 31 octobre 2020).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit****Correction de valeur pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2021					le 31 janvier 2020				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>										
Prêts hypothécaires résidentiels	518 \$	15 \$	(7)\$	(14)\$	512 \$	402 \$	(7)\$	(8)\$	(20)\$	367 \$
Prêts aux particuliers	1 309	69	(59)	(4)	1 315	935	121	(111)	(5)	940
Prêts sur cartes de crédit	1 246	25	(69)	(1)	1 201	832	177	(139)	(2)	868
Prêts aux petites entreprises	140	8	(5)	–	143	61	14	(8)	(1)	66
Prêts de gros	2 795	(11)	(86)	(76)	2 622	1 165	102	(41)	(35)	1 191
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	107	15	–	(1)	121	24	14	–	1	39
	<b>6 115 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>(226)\$</b>	<b>(96)\$</b>	<b>5 914 \$</b>	<b>3 419 \$</b>	<b>421 \$</b>	<b>(307)\$</b>	<b>(62)\$</b>	<b>3 471 \$</b>
<b>Présentation ventilée :</b>										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	5 639 \$				5 478 \$	3 100 \$				3 139 \$
Autres passifs – Dotations	363				309	295				292
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	107				121	24				39
Autres composantes des capitaux propres	6				6	–				1



**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit** (suite)

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2021				le 31 janvier 2020			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	206 \$	160 \$	152 \$	518 \$	146 \$	77 \$	179 \$	402 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	74	(69)	(5)	–	27	(18)	(9)	–
Transferts vers le stade 2	(6)	8	(2)	–	(4)	6	(2)	–
Transferts vers le stade 3	–	(13)	13	–	(1)	(8)	9	–
Originations	30	–	–	30	16	–	–	16
Arrivées à échéance	(6)	(4)	–	(10)	(4)	(3)	–	(7)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(104)	86	13	(5)	(45)	29	–	(16)
Sorties du bilan	–	–	(9)	(9)	–	–	(12)	(12)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	4	4
Écart de change et autres	(2)	(6)	(6)	(14)	(3)	(3)	(14)	(20)
Solde à la fin de la période	192 \$	162 \$	158 \$	512 \$	132 \$	80 \$	155 \$	367 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	480 \$	733 \$	96 \$	1 309 \$	272 \$	520 \$	143 \$	935 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	197	(196)	(1)	–	119	(119)	–	–
Transferts vers le stade 2	(27)	27	–	–	(19)	19	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(14)	15	–	(1)	(20)	21	–
Originations	33	–	–	33	25	–	–	25
Arrivées à échéance	(22)	(27)	–	(49)	(12)	(23)	–	(35)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(182)	198	69	85	(111)	141	101	131
Sorties du bilan	–	–	(94)	(94)	–	–	(149)	(149)
Recouvrements	–	–	35	35	–	–	38	38
Écart de change et autres	(2)	–	(2)	(4)	–	(1)	(4)	(5)
Solde à la fin de la période	476 \$	721 \$	118 \$	1 315 \$	273 \$	517 \$	150 \$	940 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	364 \$	882 \$	– \$	1 246 \$	173 \$	659 \$	– \$	832 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	226	(226)	–	–	118	(118)	–	–
Transferts vers le stade 2	(30)	30	–	–	(22)	22	–	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(60)	62	–	–	(88)	88	–
Originations	2	–	–	2	2	–	–	2
Arrivées à échéance	(2)	(8)	–	(10)	(1)	(8)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(205)	231	7	33	(94)	227	51	184
Sorties du bilan	–	–	(106)	(106)	–	–	(174)	(174)
Recouvrements	–	–	37	37	–	–	35	35
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	(2)	–	–	(2)
Solde à la fin de la période	353 \$	848 \$	– \$	1 201 \$	174 \$	694 \$	– \$	868 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	78 \$	29 \$	33 \$	140 \$	29 \$	10 \$	22 \$	61 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	13	(13)	–	–	1	(1)	–	–
Transferts vers le stade 2	(1)	1	–	–	(1)	1	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	–	(1)	1	–
Originations	9	–	–	9	3	–	–	3
Arrivées à échéance	(6)	(3)	–	(9)	(1)	(1)	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(20)	20	8	8	(2)	4	11	13
Sorties du bilan	–	–	(7)	(7)	–	–	(10)	(10)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	1	–	(1)	–	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	74 \$	33 \$	36 \$	143 \$	29 \$	11 \$	26 \$	66 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	995 \$	1 132 \$	668 \$	2 795 \$	281 \$	396 \$	488 \$	1 165 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	129	(129)	–	–	27	(26)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(47)	61	(14)	–	(8)	9	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(15)	16	–	(1)	(18)	19	–
Originations	207	–	–	207	66	–	–	66
Arrivées à échéance	(165)	(139)	–	(304)	(43)	(53)	–	(96)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(207)	257	36	86	(17)	99	50	132
Sorties du bilan	–	–	(98)	(98)	–	–	(54)	(54)
Recouvrements	–	–	12	12	–	–	13	13
Écart de change et autres	(16)	(22)	(38)	(76)	(5)	–	(30)	(35)
Solde à la fin de la période	895 \$	1 145 \$	582 \$	2 622 \$	300 \$	407 \$	484 \$	1 191 \$

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit** (suite)**Données et hypothèses clés**

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés et aux notes 2 et 5 de notre rapport annuel 2020.

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence significative sur la détermination de la correction de valeur pour pertes de crédit et a exigé l'exercice d'un jugement accru. Une résurgence du nombre de cas de COVID-19 à la fin de 2020, y compris l'émergence de nouveaux variants du virus dans différentes régions, a conduit de nombreux pays à renforcer leurs mesures de confinement, freinant ainsi l'activité économique. De vastes programmes de relance budgétaire et monétaire ainsi que des programmes de report de paiements bancaires lancés au printemps 2020 ont généralement permis de limiter les défaillances. Comme la pandémie de COVID-19 évolue encore, notamment avec l'émergence de nouveaux variants de COVID-19 dans diverses régions, les gouvernements ont continué d'adapter leur réponse et leur approche face à la pandémie. Par conséquent, l'étendue des mesures de confinement et les progrès en vue d'une réouverture continuent de fluctuer d'une région à l'autre. Malgré les récentes approbations gouvernementales autorisant l'utilisation de vaccins dans de nombreux pays, des incertitudes demeurent concernant l'efficacité du vaccin, l'approvisionnement et la disponibilité des vaccins ainsi que la capacité des gouvernements à distribuer rapidement et efficacement les vaccins afin d'inoculer une proportion suffisante de la population pour permettre un assouplissement généralisé des mesures de confinement et soutenir la transition vers une réouverture complète de l'économie. L'incertitude continue concernant l'évolution des mesures de confinement et de soutien ainsi que la vaccination accroît le degré d'incertitude habituel de nos corrections de valeur, puisque les données utilisées étant de par leur nature appelées à changer. Ainsi, il est possible que notre estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 soit modifiée de façon importante pour les prochaines périodes.

Pour répondre aux incertitudes de l'environnement actuel et futur, et pour refléter tous les facteurs de risque pertinents qui ne sont pas pris en compte dans nos résultats du modèle, nous avons eu recours à un jugement expert en matière de crédit pour déterminer les augmentations importantes du risque de crédit depuis l'origination et notre correction de valeur pour pertes de crédit pondérée. En raison de l'importante incertitude, l'effet du jugement expert en matière de crédit sur notre correction de valeur demeure important par rapport au niveau avant la crise. Nous avons eu recours à des ajustements quantitatifs et qualitatifs qui tiennent compte de l'incidence des scénarios macroéconomiques sans précédent découlant de la pandémie de COVID-19, y compris l'efficacité et la distribution des vaccins, les effets temporaires des programmes de soutien aux paiements offerts par les banques et les gouvernements, lesquels pourraient ne pas atténuer l'ensemble des pertes futures, et les conséquences de la conjoncture sur les secteurs particulièrement vulnérables touchés par la pandémie de COVID-19.

Tous les scénarios établis aux termes d'IFRS 9 sont conçus pour tenir compte des conséquences de la pandémie de COVID-19 et reflètent un environnement en période de tensions au 31 janvier 2021 par rapport à la conjoncture avant la pandémie. La possibilité que la période de reprise soit plus longue, ce qui inclut la réimposition de mesures de confinement, à divers degrés, dans certaines régions, a été prise en compte dans l'élaboration et la pondération de nos scénarios.

Notre scénario de base reflète la reprise continue qui se dessine depuis le repli marqué de l'activité économique au deuxième trimestre civil de 2020. Des développements favorables ont eu lieu en lien avec les vaccins depuis le quatrième trimestre de 2020, et la reprise devrait se produire plus rapidement que nos prévisions du 31 octobre 2020. Les taux de chômage au Canada et aux États-Unis à la fin de l'année civile 2021 devraient demeurer supérieurs aux niveaux d'avant la crise, et nous prévoyons que le rythme de croissance du PIB augmentera à partir du deuxième trimestre de 2021, avec l'assouplissement des mesures de confinement.

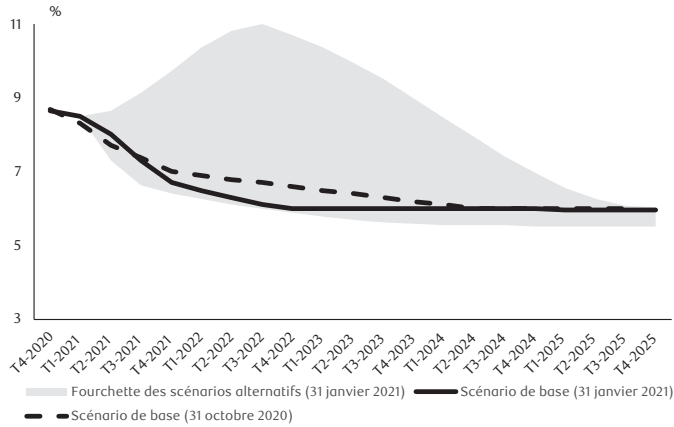
Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'une récession à double creux : les conditions se détérioreraient à partir du premier trimestre de 2021 sur une période allant jusqu'à deux ans, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une reprise économique légèrement plus rapide et plus importante que celle du scénario de base, sans intervention de la politique monétaire pour la freiner, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision légèrement supérieur à celui du scénario de base.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

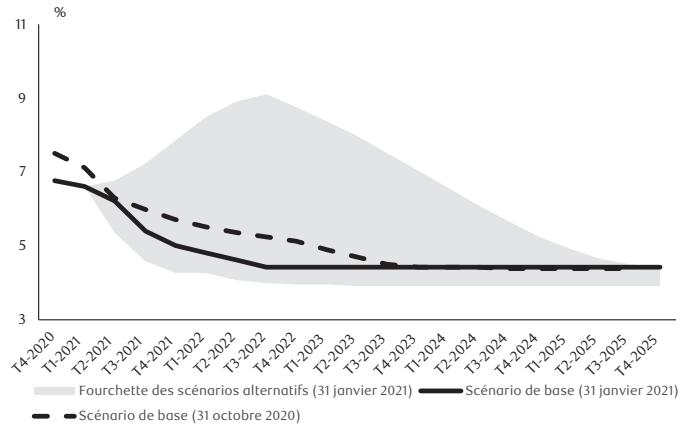
- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base pour le premier trimestre civil de 2021 laissent entrevoir une amélioration au Canada et aux États-Unis, avec des taux de chômage respectifs de 8,5 % et de 6,6 %. Pour le reste de l'année, nous prévoyons que les taux de chômage s'amélioreront continuellement dans les deux pays et se stabiliseront pour atteindre l'équilibre à long terme d'ici la seconde moitié de 2022.

### Taux de chômage au Canada (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

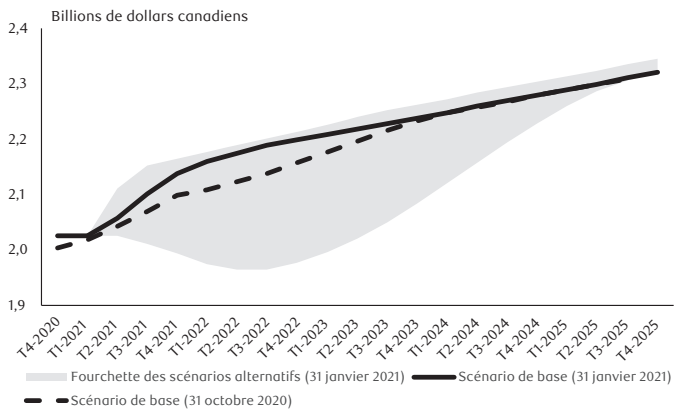
### Taux de chômage aux États-Unis (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

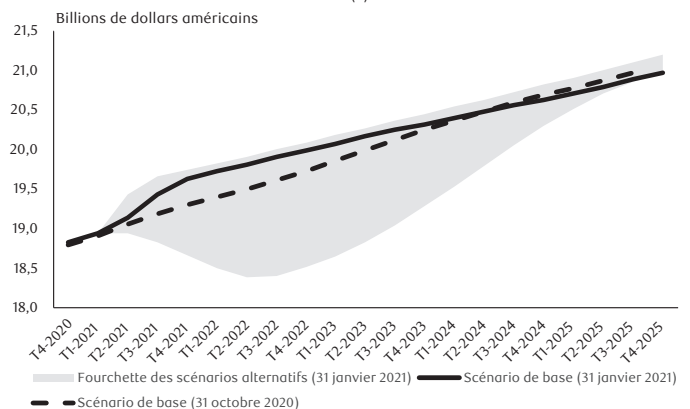
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, le PIB du premier trimestre civil de 2021 devrait être de 4,2 % inférieur au niveau avant la crise au Canada, et de 1,6 % inférieur à ce niveau aux États-Unis. Le PIB du Canada et le PIB des États-Unis devraient être supérieurs de 1,1 % et de 1,9 % aux niveaux d'avant la crise d'ici la fin de 2021, comparativement à des PIB respectivement inférieur de 0,2 % et supérieur de 0,3 % à ces niveaux selon nos prévisions du quatrième trimestre de 2020.

### PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés.

### PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient rebondir par rapport au creux d'avril 2020 pour atteindre une moyenne de 50 \$ le baril pour les 12 prochains mois et une moyenne de 51 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse varient de 24 \$ à 59 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 35 \$ à 52 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2020, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 43 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 48 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 4,9 % au cours des 12 prochains mois et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,5 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (29,6) % à 8,0 % pour les 12 prochains mois et de 4,5 % à 11,1 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2020, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 0,6 % pour les 12 prochains mois et de 4,5 % pour les 2 à 5 années suivantes.

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

### Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2020.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts de détail</b>								
<b>Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Risque faible	280 049 \$	2 261 \$	– \$	282 310 \$	270 396 \$	2 848 \$	– \$	273 244 \$
Risque moyen	15 066	2 944	–	18 010	15 230	3 307	–	18 537
Risque élevé	4 480	2 557	–	7 037	4 346	1 467	–	5 813
Non notés (1)	42 729	913	–	43 642	43 176	936	–	44 112
Dépréciés	–	–	678	678	–	–	638	638
<b>Total</b>	<b>342 324</b>	<b>8 675</b>	<b>678</b>	<b>351 677</b>	<b>333 148</b>	<b>8 558</b>	<b>638</b>	<b>342 344</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				255				253
<b>Total</b>				<b>351 932 \$</b>				<b>342 597 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux particuliers</b>								
Risque faible	70 029 \$	806 \$	– \$	70 835 \$	71 245 \$	1 084 \$	– \$	72 329 \$
Risque moyen	4 028	4 903	–	8 931	3 974	5 415	–	9 389
Risque élevé	814	1 625	–	2 439	817	1 416	–	2 233
Non notés (1)	7 900	149	–	8 049	7 704	144	–	7 848
Dépréciés	–	–	242	242	–	–	212	212
<b>Total</b>	<b>82 771 \$</b>	<b>7 483 \$</b>	<b>242 \$</b>	<b>90 496 \$</b>	<b>83 740 \$</b>	<b>8 059 \$</b>	<b>212 \$</b>	<b>92 011 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit</b>								
Risque faible	11 271 \$	31 \$	– \$	11 302 \$	11 824 \$	63 \$	– \$	11 887 \$
Risque moyen	1 404	1 931	–	3 335	1 596	2 360	–	3 956
Risque élevé	124	1 083	–	1 207	132	1 105	–	1 237
Non notés (1)	479	56	–	535	490	56	–	546
<b>Total</b>	<b>13 278 \$</b>	<b>3 101 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>16 379 \$</b>	<b>14 042 \$</b>	<b>3 584 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>17 626 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises</b>								
Risque faible	3 766 \$	241 \$	– \$	4 007 \$	2 034 \$	172 \$	– \$	2 206 \$
Risque moyen	860	492	–	1 352	1 976	1 143	–	3 119
Risque élevé	143	177	–	320	126	192	–	318
Non notés (1)	3	–	–	3	9	–	–	9
Dépréciés	–	–	90	90	–	–	90	90
<b>Total</b>	<b>4 772 \$</b>	<b>910 \$</b>	<b>90 \$</b>	<b>5 772 \$</b>	<b>4 145 \$</b>	<b>1 507 \$</b>	<b>90 \$</b>	<b>5 742 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de détail</b>								
Risque faible	217 435 \$	709 \$	– \$	218 144 \$	214 176 \$	887 \$	– \$	215 063 \$
Risque moyen	10 451	182	–	10 633	10 402	291	–	10 693
Risque élevé	1 271	174	–	1 445	1 141	129	–	1 270
Non notés (1)	4 832	135	–	4 967	5 238	117	–	5 355
<b>Total</b>	<b>233 989 \$</b>	<b>1 200 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>235 189 \$</b>	<b>230 957 \$</b>	<b>1 424 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>232 381 \$</b>
<b>Prêts de gros – Prêts en cours</b>								
Qualité investissement	53 719 \$	158 \$	– \$	53 877 \$	50 998 \$	328 \$	– \$	51 326 \$
Qualité inférieure	112 706	24 676	–	137 382	112 434	26 575	–	139 009
Non notés (1)	9 509	438	–	9 947	7 093	432	–	7 525
Dépréciés	–	–	1 862	1 862	–	–	2 235	2 235
<b>Total</b>	<b>175 934</b>	<b>25 272</b>	<b>1 862</b>	<b>203 068</b>	<b>170 525</b>	<b>27 335</b>	<b>2 235</b>	<b>200 095</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				10 394				8 560
<b>Total</b>				<b>213 462 \$</b>				<b>208 655 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de gros</b>								
Qualité investissement	237 339 \$	50 \$	– \$	237 389 \$	242 244 \$	1 022 \$	– \$	243 266 \$
Qualité inférieure	98 347	19 533	–	117 880	92 262	21 581	–	113 843
Non notés (1)	3 480	–	–	3 480	3 918	–	–	3 918
<b>Total</b>	<b>339 166 \$</b>	<b>19 583 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>358 749 \$</b>	<b>338 424 \$</b>	<b>22 603 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>361 027 \$</b>

- (1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.  
(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

## Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 janvier 2021			31 octobre 2020		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 620 \$	165 \$	1 785 \$	1 013 \$	129 \$	1 142 \$
Prêts de gros	693	11	704	574	13	587
	<b>2 313 \$</b>	<b>176 \$</b>	<b>2 489 \$</b>	<b>1 587 \$</b>	<b>142 \$</b>	<b>1 729 \$</b>

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les prêts visés par nos programmes de report de paiements offerts pour aider les clients à surmonter les défis liés à la pandémie de COVID-19 ont été reclassés chronologiquement pour devenir productifs, et ce statut sera maintenu tout au long de la période de report. Après la période de report de paiements, les prêts seront de nouveau reclassés chronologiquement. Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

## Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	188 943 \$	62 835 \$	96 526 \$	348 304 \$	182 745 \$	61 761 \$	98 546 \$	343 052 \$
Entreprises et gouvernements	318 203	17 399	324 462	660 064	315 472	16 585	292 254	624 311
Banques	14 687	728	30 814	46 229	12 502	956	31 064	44 522
	<b>521 833 \$</b>	<b>80 962 \$</b>	<b>451 802 \$</b>	<b>1 054 597 \$</b>	<b>510 719 \$</b>	<b>79 302 \$</b>	<b>421 864 \$</b>	<b>1 011 885 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	130 607 \$	7 902 \$	362 \$	138 871 \$	123 402 \$	7 390 \$	368 \$	131 160 \$
États-Unis	42 239	–	–	42 239	43 831	–	–	43 831
Europe (5)	846	–	–	846	654	–	–	654
Autres pays	7 635	–	–	7 635	7 372	–	–	7 372
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	291 099	19 535	323 605	634 239	287 046	19 036	310 492	616 574
États-Unis	6 417	52 669	68 274	127 360	7 190	52 046	57 037	116 273
Europe (5)	35 883	856	44 226	80 965	33 810	830	37 250	71 890
Autres pays	7 107	–	15 335	22 442	7 414	–	16 717	24 131
	<b>521 833 \$</b>	<b>80 962 \$</b>	<b>451 802 \$</b>	<b>1 054 597 \$</b>	<b>510 719 \$</b>	<b>79 302 \$</b>	<b>421 864 \$</b>	<b>1 011 885 \$</b>

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2021, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 375 milliards de dollars, 34 milliards, 47 milliards et 33 milliards (347 milliards, 32 milliards, 47 milliards et 33 milliards au 31 octobre 2020, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

## Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	163 188 \$	121 144 \$
De 3 à 6 mois	51 329	62 892
De 6 à 12 mois	76 645	78 676
De 1 à 2 ans	38 429	32 950
De 2 à 3 ans	40 418	42 201
De 3 à 4 ans	23 849	26 749
De 4 à 5 ans	26 055	24 651
Plus de 5 ans	31 889	32 601
	<b>451 802 \$</b>	<b>421 864 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>418 000 \$</b>	<b>388 000 \$</b>



**Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi**

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

**Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020
Coûts des services rendus au cours de la période	90 \$	92 \$	11 \$	11 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	2	5	14	15
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	1	4
Frais administratifs	3	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	95	101	26	30
Charge au titre des régimes à cotisations définies	66	63	–	–
	161 \$	164 \$	26 \$	30 \$

**Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(12)\$	1 047 \$	(22)\$	96 \$
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(1 024)	(507)	–	–
	(1 036)\$	540 \$	(22)\$	96 \$

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.
- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

**Note 8 Impôt sur le résultat****Avis de cotisation et contrôles fiscaux**

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) relativement à l'année d'imposition 2015, lequel suggère que la Banque Royale du Canada doit un montant d'impôt additionnel, car la déductibilité de certains dividendes lui a été refusée. L'avis de nouvelle cotisation est conforme aux lettres de proposition décrites à la note 22 de nos états financiers consolidés annuels de 2020. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

**Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement****Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres**

Le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars de billets de capital à recours limité de série 2 (« billets LRCN de série 2 ») au titre desquels le recours se limite aux actifs (actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (« fiducie à recours limité »). Les actifs de la fiducie se composent de 1 250 millions de dollars de nos actions privilégiées de premier rang de série BR (« actions privilégiées de série BR ») émises parallèlement aux billets LRCN de série 2 au prix de 1 000 \$ chacune.

Les billets LRCN de série 2 se vendent 1 000 \$ chacun et portent intérêt à un taux fixe de 4,0 % par année (versements semestriels) jusqu'au 24 février 2026 et, par la suite, à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 3,617 % jusqu'à l'échéance, le 24 février 2081. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du montant du rachat en cas de rachat des billets LRCN de série 2, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 2 ou iv) un cas de défaut à l'égard des billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie, et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuisera toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 2.

Les billets LRCN de série 2 sont rachetables à l'échéance ou par anticipation dans la mesure où nous rachetons les actions privilégiées de série BR à certaines dates de rachat précisées dans les modalités des actions privilégiées de série BR, et sous réserve du consentement et de l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »).

Les modalités des actions privilégiées de série BR et des billets LRCN de série 2 comprennent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui sont nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère la Banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, les billets LRCN de série 2 seront automatiquement rachetés et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série BR. Les modalités des actions privilégiées de série BR comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5,00 \$ ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série BR sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série BR (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 2 sont des instruments composés qui contiennent à la fois une composante passif et une composante capitaux propres, puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et donnera lieu à l'émission d'actions privilégiées de série BR. La composante passif des billets a une valeur nominale, de sorte que la totalité du produit reçu a été constatée en tant que capitaux propres.

### Débetures subordonnées

Le 20 janvier 2021, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 3,31 % en circulation échéant le 20 janvier 2026 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 28 janvier 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débetures portent intérêt au taux fixe de 1,67 % par année jusqu'au 28 janvier 2028, puis au taux CDOR à trois mois majoré de 0,55 % jusqu'à leur échéance, le 28 janvier 2033.

### Actions ordinaires émises <sup>(1)</sup>

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2021		le 31 janvier 2020	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions <sup>(2)</sup>	496	36 \$	233	18 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation <sup>(3)</sup>	–	–	(6 993)	(86)
	496	36 \$	(6 760)	(68)\$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2021 et 2020, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.

(2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 727 millions de dollars (prix moyen de 104,02 \$ l'action) et la valeur comptable, 86 millions (valeur comptable de 12,34 \$ l'action).

## Note 10 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2020
<b>Bénéfice de base par action</b>		
Bénéfice net	3 847 \$	3 509 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(58)	(65)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(5)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 787	3 439
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 423 350	1 427 599
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,66 \$	2,41 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 787 \$	3 439 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	–	4
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	3 787	3 443
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 423 350	1 427 599
Options sur actions (1)	1 188	1 698
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	742	750
Actions échangeables (2)	–	3 013
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 425 280	1 433 060
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,66 \$	2,40 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, une moyenne de 1 690 512 options en cours au prix d'exercice moyen de 105,17 \$ a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, aucune option en cours n'avait été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables.

## Note 11 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2020, rubrique mise à jour ci-dessous.

### Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 6 janvier 2021, la Cour de Cassation française a rendu une décision annulant le jugement de la Cour d'appel daté du 29 juin 2018 et a renvoyé le dossier à la Cour d'appel française pour qu'elle réexamine l'affaire.

### Litige portant sur les frais d'interchange

Une entente de règlement a été conclue avec les conseillers juridiques responsables du recours, sous réserve d'approbation par le tribunal. Ce règlement, une fois approuvé par le tribunal, réglerait les réclamations de tous les commerçants canadiens, sous réserve de droits limités de retrait pour les marchands québécois.

## Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 161 \$	666 \$	– \$	91 \$	1 199 \$	(82) \$	5 035 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 402	2 721	1 809	474	1 509	(7)	7 908
Total des revenus	4 563	3 387	1 809	565	2 708	(89)	12 943
Dotation à la provision pour pertes de crédit	165	(29)	–	(2)	(23)	(1)	110
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 406	–	–	–	1 406
Frais autres que d'intérêt	1 978	2 563	149	401	1 441	10	6 542
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 420	853	254	166	1 290	(98)	4 885
Charge (économie) d'impôt	627	204	53	43	223	(112)	1 038
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 793 \$</b>	<b>649 \$</b>	<b>201 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>1 067 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>3 847 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	224 \$	220 \$	14 \$	49 \$	125 \$	1 \$	633 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 226 \$	738 \$	– \$	58 \$	1 161 \$	38 \$	5 221 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 384	2 428	1 994	539	1 387	(117)	7 615
Total des revenus	4 610	3 166	1 994	597	2 548	(79)	12 836
Dotation à la provision pour pertes de crédit	342	(2)	–	–	79	–	419
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 614	–	–	–	1 614
Frais autres que d'intérêt	1 984	2 370	153	402	1 435	34	6 378
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 284	798	227	195	1 034	(113)	4 425
Charge (économie) d'impôt	598	175	46	52	152	(107)	916
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 686 \$</b>	<b>623 \$</b>	<b>181 \$</b>	<b>143 \$</b>	<b>882 \$</b>	<b>(6) \$</b>	<b>3 509 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	234 \$	210 \$	15 \$	50 \$	127 \$	– \$	636 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

## Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	517 139 \$	127 868 \$	21 684 \$	256 491 \$	700 056 \$	47 913 \$	1 671 151 \$
Total du passif	517 104	127 844	21 764	256 423	699 884	(42 117)	1 580 902

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	509 679 \$	129 706 \$	21 253 \$	230 695 \$	688 054 \$	45 161 \$	1 624 548 \$
Total du passif	509 682	129 673	21 311	230 618	688 314	(41 817)	1 537 781

### Note 13 Gestion des fonds propres

#### Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au premier trimestre de 2021, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	31 janvier 2021	31 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
<b>Fonds propres</b> (1)		
Fonds propres CET1	69 555 \$	68 082 \$
Fonds propres de première catégorie	76 733	74 005
Total des fonds propres	86 543	84 928
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres</b> (1)		
Risque de crédit	458 162 \$	448 821 \$
Risque de marché	28 449	27 374
Risque opérationnel	70 908	70 047
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>557 519 \$</b>	<b>546 242 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier</b> (1)		
Ratio CET1	12,5 %	12,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,8 %	13,5 %
Ratio du total des fonds propres	15,5 %	15,5 %
Ratio de levier	4,8 %	4,8 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 585,3 \$	1 552,9 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts  
(États-Unis) :  
Computershare Trust  
Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor  
Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM et BO sont inscrites à la TSX. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et Marge Proprio RBC lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
100 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(Canada et États-Unis)  
ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802

ou visitez notre site Web au  
rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

### Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 2 mars 2020 au 1<sup>er</sup> mars 2021, à l'expiration de l'offre, ou avant, étant donné que nous sommes autorisés à effectuer les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

### Dates de paiement des dividendes pour 2021

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM et BO	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	26 janvier 27 avril 27 juillet 26 octobre	5 février 7 mai 6 août 5 novembre

### Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada). Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2021

Premier trimestre 24 février  
Deuxième trimestre 27 mai  
Troisième trimestre 25 août  
Quatrième trimestre 1<sup>er</sup> décembre

### Assemblée annuelle de 2021

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 8 avril 2021.